

**ATELIER DU 28 AVRIL 2020**  
**« INVISIBILISATION DES FEMMES PAUVRES :  
HIER, AUJOURD’HUI ET... DEMAIN ? »**



Le groupe Panthéon-Sorbonne ATD Quart Monde publie, sur le site de l'IHMC, les échanges de l'atelier en ligne du 28 avril 2020 sur « [L'invisibilisation des femmes pauvres, hier, aujourd'hui et... demain ?](#) », coorganisée avec des étudiantes de l'association UN Women SONU et Sorbonne ATD Quart Monde, labellisé par ONU Femmes France, dans le cadre du Forum « Génération Égalité Voices ». Cet atelier est également disponible en [vidéo sur la chaîne YouTube de l'IHMC](#).

Cet échange a permis un dialogue inédit entre des actrices de terrain, des chercheuses et des étudiantes, avec la participation notamment de Michelle Perrot, pour explorer comment, à travers l'histoire, les femmes, et en particulier celles qui vivent dans la pauvreté, résistent à l'invisibilisation, contribuent à révéler les injustices et discriminations, et mettent en œuvre des stratégies de résistance et de transformation.

Vous pouvez retrouver les actes des différentes interventions dans les pages ci-après.

### Organisateurs

ATD Quart Monde (Michèle Grenot, Xavier Verzat), IHRF-IHMC / université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Pierre Serna), antenne ATD Quart Monde des étudiants de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Eugénie Ducroc), antenne UN Women Sorbonne ONU – Paris 1, Paris 3, Paris 4 (Marie Lebrun et Maïa Saussier).

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Pierre Serna et Michèle Grenot</b> <i>Introduction</i>	<b>3</b>
<b>Michelle Perrot</b> <i>Le silence de l'histoire ?</i>	<b>7</b>
<b>Diane Roman</b> « <i>Care is burden</i> » : <i>le travail domestiques des femmes, un enjeu des droits humains</i>	<b>13</b>
<b>Moraene Roberts</b> <i>La dignité de donner</i>	<b>18</b>
<b>Naomi Anderson</b> <i>The roles we play : une campagne pour résister à l'invisibilisation</i>	<b>20</b>
<b>Pierre Serna</b> <i>Bilan de l'atelier</i>	<b>29</b>
<b>Regards croisés d'étudiantes sur l'atelier</b>	<b>31</b>

# PIERRE SERNA ET MICHÈLE GRENOT

## INTRODUCTION

### Pierre Serna

Bonjour à toutes et bonjour à tous, j'espère que vous allez bien en ces temps de Covid. Ce débat en visio-conférence est une première, donc nous expérimentons. Nous travaillons ensemble et nous allons passer deux heures à évoquer la question de l'invisibilité des femmes et des femmes pauvres dans l'histoire. Pour cela, nous ferons comme toujours dans notre groupe de travail, croiser les savoirs pour éclairer notre démarche, le plus souvent située dans les locaux de l'Institut d'histoire de la révolution française (IHRF), liant des collègues de l'université de Paris 1, de différentes UFR que je présenterai, avec des membres de l'association ATD Quart Monde.

Nous avons souhaité réunir deux mondes, celui de la recherche et celui d'une association née en 1957 pour lutter contre la pauvreté extrême. D'ailleurs, il y a des étudiants qui s'impliquent et s'engagent au sein de l'université de Paris 1 auprès d'ATD quart Monde.

Cette journée a été pensée et voulue, et il faut le dire, non par des professeurs, mais par des étudiantes, Eugénie Ducroc, de l'antenne ATD Quart Monde Paris 1, et Maïa Saussier et Marie Lebrun, du groupe Paris 1 Panthéon-Sorbonne ONU, et plus particulièrement UN Women, le groupe qui s'occupe donc de façon plus spécifique de la condition des femmes, de l'éducation, de leur émancipation au sein de l'ONU, qui sont à l'initiative de la journée. Je remercie chaleureusement ces trois étudiantes. Nous avons élaboré avec elles un plan de travail que je voudrais vous présenter.

Auparavant, je voudrais vous parler de notre groupe de travail, qui est né il y a trois ans désormais autour d'ATD Quart Monde. Ce n'est pas un hasard, puisque le mouvement ATD Quart Monde, fondé par le père Joseph Wresinski en 1957, a pour vocation, non seulement de lutter contre la pauvreté, notamment en menant des actions qui visent à l'éradication de l'extrême pauvreté, mais surtout de donner les moyens aux personnes en très grande difficulté de s'exprimer et participer elles-mêmes à leur propre sortie de la situation de précarité dans laquelle elles se

trouvent. C'est ce que les concepteurs, les penseurs, le père Wresinski ont appelé, dans un premier temps, le croisement des savoirs, entre ceux qui pensent pour ceux qui sont en difficulté, ceux qui pensent tous les jours à leur situation, et de ce concept est né celui de co-construction des savoirs partagés, qui nous a beaucoup intéressés en tant qu'universitaires. Ce savoir partagé, qui était l'expérience de l'ATD Quart Monde, et ce concept né dans le sillage du père Wresinski de croisement des savoirs sont devenus les fondements même de notre groupe de recherche au sein de l'université.

Pour notre groupe, il faut citer, parmi les juristes, Christine Pauti, Diane Roman ; parmi les économistes, Sophie Jallais, Nathalie Sigot ; parmi les philosophes, Sandra Laugier ; et, parmi les historiens, une historienne essentielle pour le lien entre ATD Quart Monde et l'Institut d'histoire de la Révolution française, Michèle Grenot, qui a travaillé sur Louis-Pierre Dufourny, qui est le rédacteur d'un pamphlet en 1789 tout à fait remarquable qui s'appelle *Les cahiers du Quatrième Ordre (Le Quart état)*<sup>1</sup>, qui pose la question du constat que le tiers-état, en tant que tel, ne saurait résumer à lui seul l'ensemble des français, que les plus pauvres ont été exclus du Tiers-État en instituant des conditions d'impôts à Paris surtout pour pouvoir participer aux assemblées de quartiers qui rédigeaient les cahiers de doléances et élisaient leurs représentants). Je rappelle que près de 20 % des français à cette époque vivent dans la pauvreté, et doivent avoir une aide journalière pour survivre.

C'est donc la question du pauvre en révolution qu'a posée Michèle Grenot. Elle est venue dans notre séminaire à l'IHRF parler de sa thèse, parue aux Presses universitaires de Rennes. Également à l'origine de ce groupe

<sup>1</sup> Louis-Pierre Dufourny de Villiers, *Cahiers du Quatrième Ordre, celui des pauvres Journaliers, des Infirmes, des indigents, etc...*, *L'Ordre sacré des Infortunés, ou correspondance philanthropique entre les infortunés, les Hommes sensibles, et les États généraux : pour suppléer au droit de députer directement aux États, qui appartient à tout Français, mais dont cet Ordre ne jouit pas encore*. n° I, 25 avril 1789, réimp. Edhis, Paris, Éd. d'histoire sociale, 1967.

interdisciplinaire de travail, Brigitte Dionnet, doctorante à l'IHRF, prépare une thèse sur les femmes nécessiteuses dans le Paris révolutionnaire prendra la parole pendant le débat.

Nous avons obtenu, l'année dernière, la possibilité de faire, dans le cadre de la semaine de la recherche, une matinée de travail sur la question des pauvres et des savoirs universitaires : comment les aborder, comment les connaître, comment travailler avec eux ? Nous avons voulu continuer ce travail-là avec nos amis d'ATD Quart Monde en leur centre de documentation tout à fait remarquable dans la plaine du nord de Paris avec des dizaines de milliers de documents, de photographies, un média essentiel pour les personnes en plus grande difficulté, vis-à-vis de la culture écrite, vis-à-vis de la lecture pour s'exprimer, pour conquérir ce qui est désormais le combat d'ATD, leur dignité. le sigle ATD signifiait Aide à toute détresse veut dire désormais Agir tous pour la dignité et le glissement de mots a son sens, correspond mieux à son action et est traduisible dans de nombreuses langues.

Michelle Perrot prendra d'abord la parole ; c'est pour nous un grand honneur, nous sommes très heureux. Historienne reconnue internationalement, spécialiste de la délinquance au XIX<sup>e</sup> siècle, de l'histoire du mouvement ouvrier et bien sûr, en tant qu'historienne, de la cause féministe.

Michelle Perrot a été enregistrée et nous l'écouterons pendant une demi-heure. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages et je voudrais revenir, parce que cela fait le lien avec l'IHRF, sur son travail absolument essentiel en 1989 lors du bicentenaire de la Révolution, avec de grands maîtres comme René Rémond et mon maître Michel Vovelle, lors d'un colloque dont les actes ont été publiés sous le titre *Démocratie et pauvreté*<sup>2</sup>, qui était une somme à l'époque du bicentenaire sur la prise de conscience de la place des pauvres à différents moments de l'histoire et plus particulièrement au moment de la Révolution.

Ensuite, nous accueillerons une nouvelle collègue de Paris 1, la professeure Diane Roman, spécialiste de droit public, de droit social, spécialiste des discriminations, et du droit des pauvres et des pauvres des droits.

---

<sup>2</sup> *Démocratie et pauvreté. Du quatrième ordre au quart monde*, présentation de René Rémond, Postface de Michel Vovelle, Éd. Quart Monde, Albin Michel, 1991.

Diane nous avait dit avoir été marquée par un article précurseur de Jean Imbert, historien du droit social, article intitulé « Drois des pauvres, pauvre(s) droit(s) » ; on pourrait dire simplement « spécialiste de droit public face à la pauvreté » (titre d'un de ses livres) et en même temps spécialiste du genre et pour reprendre un de ses titres, ce que fait le genre au droit, que font les femmes à la loi.

Ensuite, nous aurons donc des intervenants, des acteurs de la vie d'ATD Quart Monde,

Naomi Anderson, anglophone, actuellement à Marseille, qui, en tant que volontaire du mouvement ATD Quart Monde, a travaillé justement sur la façon de donner à voir les plus démunis, notamment avec un très beau livre de portraits et photos de personnes en situation de grande pauvreté, *The roles we play: Recognising the Contribution of people in poverty* [*Les rôles que nous jouons : reconnaître la contribution des personnes en situation de pauvreté*], publié par ATD Quart Monde.

Nous entendrons Moraene Roberts, une militante d'ATD Quart Monde qui a vécu elle-même la grande pauvreté et qui a participé ensuite à ce travail de collecte de témoignages. Elle est hélas décédée le 12 janvier de cette année (2020) mais nous verrons une partie de sa vidéo qui est un témoignage tout à fait intéressant sur l'action, la pensée, la théorie, la mise en action de façon très concrète, de la politique et de la conception qu'ATD Quart Monde se fait de l'action pour et avec les pauvres, avec un retour qui est toujours une production, une production de mots, de textes, d'images, et qui nous donne à nous historiens non seulement de l'époque moderne mais aussi de l'époque contemporaine autant de documents, autant de masse documentaire, nous permettant d'interroger, « au ras du sol », ce que peut être la vie des plus défavorisés.

Bon travail et bonne séance de travail.

### Michèle Grenot

Merci, Pierre. Je m'associe aux remerciements de Pierre à tous ceux et celles qui ont fait en sorte que cette réunion puisse se passer malgré les circonstances et je pense aussi à Alexis Darbon et Xavier Verzat pour toute la partie technique, qui n'est pas si évidente.

On compte bien sur vos réactions et commentaires au moment du débat pour qu'on passe vraiment un moment d'échange ensemble et que, malgré les circonstances du confinement, ce moment soit vraiment un temps de ressourcement dans nos recherches, de réflexion et d'inspiration et puis d'espérance pour nous tous.

Pour rentrer dans ce sujet

C'est vrai qu'on peut être invisibilisé parce qu'on est pauvre, on peut être invisibilisé parce qu'on est femme et, bien sûr, si on est les deux. Je voudrais partir d'un moment qui a été très fort c'est dans les années 70. À ce moment-là, une ère nouvelle sonne pour les femmes. Elles prennent conscience de leurs droits, repensent leur avenir. C'est une prise de conscience au niveau mondial, mais toutes ne peuvent pas le faire. Le mouvement ATD Quart Monde a été témoin que les assignations de genre ont pesé aussi sur les plus pauvres et je vais juste lire quelques extraits pour nous faire entrer dans le sujet. On trouve tout cela dans les archives et documents du mouvement qui sont rassemblés au centre de mémoire et de recherche de Bailly en France.

Petite fille, la personne du Quart Monde se bat déjà, son enfance s'est envolée parce que ses yeux voient trop de choses graves autour d'elle et ensuite, jeune fille, elle rêve d'un amour fort qui soit protecteur et l'aide à sortir de sa condition et en fait elle se retrouve devant une réalité implacable, l'homme aimé est comme elle avec des difficultés pour accéder à un métier, à un logement... Et on attend beaucoup de lui, l'homme est comme elle, déçu par rapport à cette attente, et peut aller jusqu'à l'alcoolisme, la violence envers la femme. Tout cela peut inciter la femme à se séparer de son mari.

Alors du coup, en tant que mère, elle se voit responsabilisée par rapport aux enfants et, pour son plus grand malheur, il lui arrive d'être souvent séparée de ses enfants. Et, en fait, si on faisait confiance à ses capacités et si on reconnaissait sa dignité, pourquoi ne serait-elle pas à même de transmettre ce qu'elle a de plus précieux en elle, c'est-à-dire une envie de construire son bonheur et le bonheur des autres.

Ensuite au niveau des emplois, elle accède à des métiers qui sont, la manutention, le ménage... ce genre de métiers qui ne sont pas vraiment une libération et, pour boucler les fins de mois, elle doit souvent avoir recours aux aides alimentaires, ce qui est aussi très humiliant.

Et pour finir : atteinte dans son corps et dans sa santé, nombreuses sont celles qui meurent très tôt, quelques fois vers 40-45 ans.<sup>3</sup>

Mais en fait, les reconnaître seulement comme des victimes, ce serait nier aussi leur capacité de savoir et de résistance à cet état de fait. Je voudrais prendre deux exemples d'aujourd'hui de ces résistances comme Cosette, et c'est son nom, c'est le nom qu'a choisi sa maman, parce que sa maman aimait bien Victor Hugo et les *Misérables*. Cosette a pu s'inscrire dans le projet Territoire zéro chômeurs de longue durée et donc acquérir un emploi stable et avoir la fierté de retrouver une vie familiale et sociale<sup>4</sup>.

Ou encore Mariam qui, elle, est au Burkina Faso et qui mendiait à la sortie de la mosquée de Ouagadougou avec ses enfants. Elle acceptait que ses enfants participent à la bibliothèque de rue. Lui fut proposé de participer à une recherche participative de deux ans, recherche participative sur l'éducation de tous et là, à ce moment-là, elle a réalisé qui elle était et que son savoir était reconnu par d'autres comme elle et par des professionnels qui étaient en situation de pouvoir. Elle a dit sa joie, la honte était sortie de sa tête. Elle a pu obtenir ses papiers d'identité, mettre ses enfants à l'école et gagner la confiance de ses voisins : maintenant elle lave leur linge et va soigner les malades à l'hôpital<sup>5</sup>

Voilà donc ces deux exemples.

Ce temps, finalement, que nous vivons en ce moment de crise sanitaire peut être aussi l'occasion pour que l'on réalise le prix d'une vie et de se dire qu'un autre monde est possible, un monde plus juste et plus humain.

Et peut-être qu'on peut se dire que, si ces femmes pauvres sortent de l'ombre, c'est ce qu'on va essayer de faire maintenant, c'est peut-être un chemin qu'elles nous indiquent.

En fait j'ai eu la chance, c'est un privilège de l'âge, d'avoir participé à ce colloque dont parlait Pierre, organisé au moment du

<sup>3</sup> « Jeunes filles du quart monde qui êtes-vous? », *Igloo, le 4<sup>e</sup> monde* n° 65-66, février 1972.

« La vie en quart-monde, projet d'étude sur la condition de la femme sous prolétaire dans les pays industrialisés occidentaux », *Igloo, le 4<sup>e</sup> monde*, n° 81, 2<sup>e</sup> trimestre 1974

<sup>4</sup> Claire Hédon, Préface, *Rapport Oxfam*, 2019

<sup>5</sup> Virginie Charvon, CSW Side event, March 20, 2019

bicentenaire de la Révolution par l'université de Caen et ATD Quart Monde, sur comment répondre à la question de Dufourny sur la représentation des pauvres dans l'histoire donc sur deux cents ans, publié par Armand Colin et ATD Quart Monde, et j'avais été frappée par la réponse qu'avait faite Michelle Perrot à cet appel de Joseph Wresinski à cette occasion et c'est ça qui, j'avoue, m'a motivée à faire mes choix.

## MICHELLE PERROT

### *LE SILENCE DE L'HISTOIRE ?*

Je suis heureuse de vous parler, même par écran interposé, dans un moment de crise sanitaire, crucial, un événement historique absolument. Cette épidémie du coronavirus et très curieusement, est-ce si curieux ? on va le voir, cette épidémie d'une certaine manière fait apparaître la condition et l'action des femmes pauvres dont nous allons parler particulièrement maintenant, des femmes pauvres, des femmes de condition modeste habituellement invisibles. Ce que cette crise montre, et on en reparlera, c'est d'abord leurs conditions : ce sont des femmes souvent seules, pas toujours en famille, mais aussi avec des enfants. Il y a beaucoup de familles monoparentales et nous savons qu'à peu près 80 % des familles monoparentales sont gérées par des femmes. Et elles ont des problèmes quotidiens, y compris des problèmes de nourriture, comme le montrent les queues aux restos du cœur et dans les associations qui distribuent de la nourriture. C'est quelque chose qui a toujours existé, mais qui est amplifié considérablement par la crise actuelle.

Et puis, souvent, elles sont sujettes à plus de violence, non pas que la violence soit le lot des familles pauvres bien entendu. La violence contre les femmes est quelque chose de très répandu mais le huis-clos, les difficultés quotidiennes rendent souvent cette violence plus importante et ce sont elles qui la subissent.

Mais, à côté de ces conditions, il y a aussi l'action. Ces femmes pauvres ne sont pas seulement passives, elles sont actives, ô combien ! elles travaillent, on pourrait même dire qu'elles travaillent tout le temps.

Le travail domestique d'abord, ce travail domestique, si peu considéré et qui a pourtant permis aux sociétés de croître et de se développer, et puis le travail professionnel de ces femmes pauvres, aide à domicile tellement importante aujourd'hui avec les personnes âgées, aides-soignantes dans les hôpitaux, extrêmement importantes, caissières de supermarché, tout ça, ce ne sont pas des femmes bien riches, on peut les considérer comme des femmes pauvres. Ces femmes sont

habituellement dans l'ombre. On ne les voit pas. Elles parlent mais on ne les entend pas. Elles sont invisibles dans le présent comme elles l'ont été dans l'histoire.

Et c'est de cette invisibilité dans l'histoire que je voudrais vous parler maintenant. Il faut d'abord faire une première remarque : l'invisibilité des pauvres et des femmes est un fait général et très ancien.

Les pauvres forment une masse un peu indistincte qu'on ne regarde pas beaucoup, dont on ne parle pas beaucoup. Au Moyen-Âge, on ne sait pas trop combien ils étaient, où ils étaient. Et, d'autre part, les femmes, alors là, il y a un silence particulier sur les femmes.

On parle davantage en histoire des hommes que des femmes. Il y a une différence de genre dans la visibilité dans l'histoire, sans parler des pauvres. L'histoire a d'abord été une histoire publique, où l'on parlait des hommes d'état, des guerriers, des généraux etc., etc., et la vie privée, la vie quotidienne, la vie des gens est une chose qui pendant longtemps n'a pas intéressé, si bien que les femmes pauvres se trouvent au confluent de deux invisibilités, l'invisibilité des pauvres – il a fallu beaucoup de temps avant qu'on parle vraiment des pauvres dans l'histoire maintenant il y a quand même pas mal d'études là-dessus – et l'invisibilité des femmes, et je dirais que cette invisibilité des femmes s'est progressivement dissipée. L'histoire des femmes date à peu près des années soixante-dix. Jusque-là, il n'y avait pas d'histoire des femmes, en tout cas elle n'était pas enseignée dans les universités et, par conséquent, on n'en parlait pas du tout dans les manuels scolaires, dans les écoles. Alors, quand a-t-on quand même commencé à parler un peu des femmes pauvres ? Parce que quand je vous dis qu'on n'en a pas parlé du tout, je vais faire quelques exceptions.

D'abord, c'est tout à fait curieux, dans les contes de fées on parle des femmes pauvres. Regardez la mère du Petit Poucet : cette femme si pauvre qu'elle est obligée d'abandonner ses enfants parce qu'elle ne peut pas les nourrir et le petit poucet s'en va et on connaît toute l'histoire. Le Petit Chaperon

Rouge, c'est pas non plus bien riche tout ça. Autrement dit, très curieusement, dans les contes, il y a une certaine présence des femmes pauvres, voilà une chose intéressante.

Et puis il y a eu certains écrivains qui s'y sont intéressés ; quand même *Les Misérables* de Victor Hugo, et il est très intéressant de voir comment Victor Hugo parle des femmes dans *Les Misérables*, il y a des hommes et des femmes, les femmes tiennent une place très importante. Cosette, par exemple, la petite Cosette, qui est une héroïne des *Misérables* mais les femmes ne sont pas toutes du bon côté. Madame Thénardier, elle n'est pas forcément riche ou pauvre, elle ne joue pas un rôle très louable.

George Sand, qu'on redécouvre aujourd'hui, et notamment à travers ses romans, qu'on appelle les romans paysans. Dans ces fameux romans paysans, *La petite Fadette*, *La mare au diable*, etc., il y a beaucoup de femmes pauvres. Je relisais récemment *François le Champi* : dans le langage berrichon, et plus largement, ça veut dire un enfant trouvé et c'est l'histoire d'un enfant abandonné et trouvé. L'assistance publique le confie à une femme très pauvre, parce que cette femme, comme elle n'a pas beaucoup de ressources, essaye de gagner de l'argent comme elle peut, en gardant justement des enfants de l'assistance publique, et tout le roman de George Sand parle beaucoup de ces femmes pauvres et de ce petit enfant abandonné qui grandit dans le roman. Il est très intéressant de voir comment la littérature a parlé des femmes pauvres.

Il y a eu des enquêtes et il est intéressant de voir qu'une des premières enquêtes qui ont été faites sur les femmes pauvres est l'œuvre d'une femme, Julie Daubié. Julie Daubié est une femme tout à fait remarquable tout simplement parce qu'elle a été la première femme bachelière en France. Il faut bien voir que le baccalauréat était uniquement masculin jusqu'en 1924. Julie Daubié, elle, est fille d'instituteurs, qui trouvent qu'elle réussit très bien et qui la poussent à continuer. Mais comment continuer à faire des études à cette époque-là, au 19<sup>e</sup>, c'était sous le Second Empire, on ne peut pas, puisqu'il n'y a pas de baccalauréat féminin et que le baccalauréat est la seule manière de pénétrer à l'université.

Alors sans vous raconter l'histoire de Julie Daubié, elle a réussi à passer son baccalauréat.

Première femme bachelière, elle a continué ses études et un des premiers livres qu'elle a écrit, elle en a écrit d'autres, mais le plus important s'appelle *La femme pauvre au 19<sup>e</sup> siècle*. Il est tout à fait intéressant de voir que cette femme, qui est une femme instruite et qui se bat pour l'instruction, considère que le problème des femmes pauvres est très important. Elle décrit beaucoup de choses, mais le premier des remèdes est que les femmes soient instruites. Il faut qu'elles puissent avoir un travail, pas seulement un travail à la maison, ce travail qui n'est pas payé mais un travail professionnel où elles soient reconnues. Les femmes pourraient bien être institutrices. Elle parle des métiers de soins. Elle n'emploie pas ce mot mais elle dit que les femmes pourraient être infirmières. Elle parle aussi des métiers de la couture. De façon habituelle, les femmes pauvres cousaient beaucoup, elles gagnaient un petit peu d'argent en cousant, alors que c'était très mal payé. Julie Daubié affirme qu'il faudrait que ces métiers de la couture soient reconnus et infiniment mieux payés. Le livre est à la fois une description de la condition des femmes pauvres au 19<sup>e</sup> siècle en France et une revendication avec des suggestions pour que les femmes sortent de la pauvreté. C'est une demande bien modeste : instruction et travail, mais travail quand même. On ne pense pas encore à dire qu'il faudrait que les femmes soient aussi bien payées que les hommes. Il y avait un tel écart entre les salaires des hommes et des femmes à cette époque-là, c'était de l'ordre de 50 %, que Julie Daubié, même avec sa revendication, n'ose même pas dire ça. Elle dit « mieux payée » et il faut comprendre que ça sera un obstacle très fréquent.

Un deuxième exemple de la description des femmes pauvres est une grande enquête qui a été faite par l'Office du travail. Il avait été créé ce qu'on appelait un Office du travail par la Troisième République vers 1890 et cet Office du travail devait s'occuper des questions du travail. Jusque-là, il avait fait surtout des enquêtes sur les métiers ouvriers masculins, avant que des femmes demandent quelque chose sur leurs conditions et proposent une enquête sur le travail à domicile dans les années 1905-1906. Elle occupe trois volumes très volumineux de cette collection. C'est extrêmement intéressant, parce que les enquêteurs ont pénétré dans les maisons, je devrais dire les chambres en réalité, généralement ces chambres se trouvent au



cinquième étage. C'est surtout une enquête dans les villes, c'est surtout là qu'il y avait cette industrie à domicile, et l'on voit apparaître des femmes, on ne les nomme pas, on ne donne pas leurs noms, mais leur âge, leur état civil, mariée, célibataire, avec le nombre d'enfants si elles en ont. Ce sont souvent des femmes séduites et abandonnées, qui élèvent seules leurs enfants et qui gagnent leur vie, misérablement il faut bien le dire, avec la couture. L'industrie à domicile s'est développée surtout à partir de 1890 avec la machine à coudre, apparue à ce moment-là vers la fin du 19<sup>e</sup> en Allemagne et en France.

En France, cela été la fameuse machine Singer, la machine américaine. Cette machine permettait aux femmes de coudre, mais avec un nombre d'heures incalculables parce que, comme beaucoup de femmes se sont mis à louer, et quand elles pouvaient à acheter, et souvent elles l'achetaient à crédit, on disait à cette époque-là par abonnement, alors, elles pédalaient, elles pédalaient, elles pédalaient toute la journée pour faire des chemises, piquer des chemises tout le temps, tout le temps et, naturellement, plus elles étaient nombreuses à le faire, plus les prix baissaient bien sûr. Cette enquête raconte aussi que toutes les semaines, elles allaient porter ces chemises piquées dans des espèces de centres commerciaux, finalement, où on les prenait et on les payait. La plupart du temps on leur disait : « Vous n'avez pas cousu exactement comme il fallait et vous n'en avez pas encore fait assez, etc., etc. » Conclusion : ces femmes travaillaient chez elles, beaucoup avec des salaires de misère, ce que les anglais d'ailleurs appelaient le sweating système c'est à dire le système de la sueur. Elles se nourrissaient très mal on dit, à la fin du 19<sup>e</sup>, qu'on appelle une côtelette de couturière un morceau de brie. Un morceau de brie avec une tasse de café au lait, voilà le repas à peu près. C'est bien ça l'exemple de la condition de ces femmes pauvres, souvent seules, veuves ou femmes avec des enfants abandonnées.

Voilà un exemple par lequel nous pouvons connaître les femmes pauvres, même très concrètement, parce que les enquêteurs racontent comment elles sont meublées, ce qu'il y a dans leur chambre : le lit, la table, la machine à coudre, les quelques casseroles qui pendent aux murs ou leurs vêtements même quelques fois... voilà des silhouettes de femmes pauvres qui nous sont données par

cette très belle enquête de l'Office du travail, voulue par des femmes, ne l'oublions pas, les premières inspectrices du travail qui avaient lancé cela.

Je saute par-dessus les années, mais, dans les années beaucoup plus proches de nous, je dirais les années 1970-1980, vous voyez, on est un peu après le mouvement de 68, et il a eu pour effet d'attirer l'attention sur les marges, les périphéries comme on disait, les gens qui ne parlent pas. Il y a eu à ce moment-là tout un mouvement, historiographique pourrait-on dire, qui a voulu justement rompre le silence et donner la parole à ceux qui ne l'ont pas et, de ce point de vue-là, on a beaucoup développé l'histoire orale. Pourquoi ? Parce que ces femmes pauvres dont nous avons parlé n'écrivent pas la plupart du temps. Elles ne sont pas toujours analphabètes, mais elles ne manient quand même pas très bien l'écriture, surtout au 19<sup>e</sup> dont nous parlions bien entendu. C'est assez différent maintenant, mais faire de l'histoire orale, c'est leur tendre un magnétophone et puis leur dire : « Racontez votre vie racontez ce qui s'est passé. » Il y a eu beaucoup de militants par conviction, de sociologues, les deux la plupart du temps, qui ont développé cette histoire orale et, grâce à cela, nous avons un certain nombre d'enquêtes.

Je pense par exemple à une enquête qu'avait développée Anne Roche dans la région de Marseille sur ces femmes qui commencent à parler. Il y a une catégorie de femmes qui a particulièrement attiré l'attention, ce sont les domestiques, qui sont souvent des femmes âgées. La domesticité dans les années 70-80 disparaît, c'est-à-dire qu'il n'y a plus ce qu'on appelait autrefois les bonnes. Il y a des femmes de ménage et ce secteur est un circuit d'emplois très important pour des femmes pauvres en général, mais il y a eu quelques enquêtes sur les domestiques. Je citerai par exemple Anne Martin Fugier, c'est une historienne là, sur les bonnes au 19<sup>e</sup> siècle.

Et le livre de Geneviève Fraisse, qui s'appelle *Femmes toutes mains*, sur le travail domestique et son invisibilité justement, c'est tout à fait intéressant, et puis une autre en Suisse qui s'appelle *Madeleine Lamouille*. Elle avait été domestique en Suisse entre les années 1930 et 1950, c'est quand même relativement proche de nous, et son récit de vie, car c'est un récit de vie qu'elle fait à un jeune homme qui l'avait connue autrefois dans sa famille et qui est saisi lui aussi par le mouvement de 68 et

qui dit : « Madeleine, Madeleine vous m'avez gardée quand j'étais petit, eh bien vous m'avez jamais parlé de vous, qui êtes-vous au fond, Madeleine ? », et elle raconte sa vie et c'est évidemment une vie tout à fait passionnante d'une femme qui vient d'un milieu extrêmement pauvre et qui a gagné sa vie toute son existence en étant bonne, domestique, et qui s'en est sortie un peu aussi parce qu'elle a épousé un ouvrier qualifié, un serrurier, et ce sont des gens qui ont connu une petite ascension sociale, mais en étant des gens extrêmement engagés et en luttant. Lui a fait beaucoup de syndicalisme et elle, elle a été au fond heureuse de témoigner sur son passé de femme pauvre. Une histoire a commencé et qui continue bien entendu à se faire pour les femmes.

Et il faudrait ici parler d'ATD Quart Monde, car, enfin, le père Joseph, le père Joseph Wresinski, était très conscient de l'importance de l'histoire orale et il l'a préconisée auprès de ses militants. C'est à eux d'en parler beaucoup plus qu'à moi, mais il y a des archives qui ont été réunies avec l'idée que les gens ont une histoire. Tout le monde a une histoire et il est très important de se réapproprier son histoire pour soi-même, pour la communiquer aux autres. Faire cette histoire est très important.

Justement, toute cette modeste histoire de femmes pauvres, cet effort en direction des femmes pauvres, fait réfléchir aux facteurs de la pauvreté de ces femmes invisibles. Là je rejoins tout à fait ce que dit le père Joseph Wresinski, il y a d'abord l'hérédité. On peut devenir pauvre et, dans nos sociétés où il y a des catastrophes économiques, ça arrive ô combien, et nous savons que, parmi les SDF, hommes ou femmes, il y a des gens qui sont tombés dans la pauvreté, bien sûr. Mais il y a aussi une hérédité de la pauvreté. On naît pauvre, et souvent, quand on naît pauvre, ce n'est pas facile de s'en sortir et j'ajouterais, il est d'autant plus difficile de s'en sortir qu'on est une femme. Pourquoi ? Parce que, pour les femmes, il y a cette grande inégalité entre filles et garçons. Les garçons, on va quand même les prendre un petit peu en compte, on va essayer de les instruire, les pousser à avoir un métier etc., une femme, une fille, une petite fille, une jeune fille, pas forcément. D'abord, elle est nécessaire à la maison, il faut qu'elle aide la mère. Souvent, il y a des familles nombreuses et elle est mobilisée par ce travail

domestique. Finalement, les femmes ne sortent pas et l'école va devenir quelque chose de secondaire. Est-ce que c'est bien nécessaire qu'une fille soit instruite, à quoi cela va lui servir en quelque sorte ? Il y a souvent cette difficulté. On ajoutera aussi que la violence peut s'exercer particulièrement sur les filles, parce qu'elles sont plus faibles, parce qu'elles ne sont pas en mesure de se défendre et que, par rapport aux pères, par rapport aux grands frères, elles sont souvent violentées et, par conséquent, elles connaissent à la fois une misère économique et une misère culturelle, mais aussi une misère dans leur corps.

Ajoutez à cela que les problèmes de contraception ne sont pas souvent dominés, ni évoqués dans ces familles pauvres, par conséquent une fille qui grandit, une adolescente, une jeune fille, est un petit peu abandonnée de ce point de vue-là. S'il lui arrive de se retrouver enceinte et abandonnée – et là nous retrouvons une espèce de destinée des femmes pauvres à travers tous les temps, parce que cette situation se répète dès le Moyen-Âge et au 19<sup>e</sup> siècle ô combien, et encore actuellement –, sa situation ne peut que s'aggraver.

Toutes sortes de facteurs jouent dont on ne parle pas, à la limite même, on cache ça. Il n'y a pas non plus que le destin des femmes pauvres, malgré une pauvreté socialement acceptée. Elle est même entretenue d'une certaine manière, elle est invisibilisée même parce qu'il y a là un réservoir de main d'œuvre pour toutes sortes d'occupations, de métiers qu'on n'a pas tellement l'intention de bien payer. C'est là qu'on va recruter justement ces aides à domicile, des aides-soignantes qui ont pris la succession des religieuses. Il ne faut pas oublier que, au 19<sup>e</sup>, c'étaient les religieuses qui étaient dans les hôpitaux, ce qui veut dire un travail gratuit, un travail mal payé et, du coup, ces filles pauvres qui n'ont pas trop à faire valoir de diplômes, elles se trouvent souvent dans ses métiers tellement invisibilisés. Ce phénomène est souvent aggravé par les migrations. La pauvreté n'est pas uniquement une question de migration. Il peut même y avoir des migrants qui arrivent en France s'étant battus pour y arriver, avec des qualifications supérieures souvent aux pauvres. Il ne faut pas considérer sur le même plan migrants et pauvres. La division ne se fait pas comme ça. Dans les migrations, il y a des femmes, souvent des femmes seules, et aussi

des femmes avec enfants. On le voit bien sur ces bateaux, ceux avec tant de morts en Méditerranée. Ces femmes-là sont particulièrement vulnérables et viennent accroître le nombre des femmes pauvres dont nous venons parler. Il y a un immense problème de ces femmes-là, qu'elles soient d'origine française ou migrante, peu importe, elles se retrouvent là fortement dépendantes. Elles sont très dépendantes dans ce qu'elles gagnent, l'argent bien entendu pour vivre. Elles sont très dépendantes dans leur culture, parce qu'elles n'ont pas ces moyens de communication tellement importants pour lire, écrire. Souvent, elles savent, mais pas toujours suffisamment, accéder à internet pour les formalités, etc, etc. Donc faire des ateliers d'alphabétisation pour les femmes pauvres est évidemment quelque chose de très important.

Et puis il y a le problème de la santé. Le corps est là au milieu de tout cela et le corps des femmes pauvres, dont on parle si peu, qu'elles n'osent pas toujours aller consulter, ne savent même peut-être pas toujours où aller consulter. Leurs problèmes de santé sont très importants, d'autant plus qu'elles sont mal nourries et qu'elles se sacrifient souvent pour les enfants.

Ceci dit, il ne faut pas non plus être totalement pessimiste. Il y a en effet beaucoup d'énergie dans ce milieu de femmes pauvres. Elles sont souvent des mères qui défendent leurs enfants bec et ongles. Elles ont une ingéniosité extraordinaire pour leur procurer à manger, leur procurer des vêtements, veiller à ce qu'ils aillent à l'école, parce que, très souvent, elles qui ont souffert de ne pas pouvoir y aller, elles ont le sentiment qu'il faut qu'ils y aillent. Et on peut d'ailleurs espérer que, pour leurs filles aussi, elles font des choses de ce genre. De ce point de vue-là, des livres récents montrent parfois des familles qui s'en sortent par les filles.

Un seul exemple : un très beau livre de Stéphane Baud qui s'appelle *La France des Belloumi*. Les Belloumi sont des immigrés. Ils composent une famille très nombreuse. Il y a peut-être neuf ou dix enfants et les trois aînés sont des filles. La fille aînée est absolument extraordinaire, ayant aussi la responsabilité de tous les petits qui viennent après. Elle aurait pu être complètement absorbée par cette misère, eh bien, cette fille-là, peut-être avec d'ailleurs l'aide de sa mère, a continué ses études envers et contre tout et elle a entraîné ses deux sœurs

à en faire autant. Elle est devenue avocate. C'est évidemment extraordinaire qu'elle ait pu connaître une ascension sociale de cet ordre-là. Elle partait vraiment d'un milieu extrêmement défavorisé et il faut dire aussi, grâce à une espèce de solidarité familiale qui a joué, y compris de la part des hommes, car elle a ouvert une voie. Autrement dit, il y a des possibilités pour les femmes pauvres de se rendre visibles. Cette femme avocate est visible dans le livre de Stéphane Baud. Elle parle, elle raconte elle-aussi sa vie et elle n'a même plus besoin de Stéphane Baud pour parler, puisque justement elle a le beau métier d'avocate.

L'invisibilité des femmes pauvres est un fait historique et nous en avons hérité. Nous le voyons dans le passé et l'histoire nous le montre. Il faut d'abord rendre visible cette histoire, à écrire encore et toujours dans ce présent dans lequel nous sommes immergés. Je pense que les circonstances que nous vivons aujourd'hui, très ambiguës, très ambivalentes – comment allons-nous vivre demain le déconfinement? –, nous savons en tout cas que la crise économique qui arrive va être difficile et que les familles pauvres vont certainement subir les effets de cela. Mais, enfin, il y a aussi des opportunités et, aujourd'hui, il y a l'opportunité des circonstances qui font que les femmes pauvres sont plus visibles. Elles sont plus visibles, parce que la société toute entière se rend compte qu'on ne peut pas vivre sans elles à la maison. Les femmes, pauvres ou pas d'ailleurs, mais les pauvres encore plus que les autres. C'est par elles que le foyer continue à vivre, à se procurer des aliments et à tirer son épingle du jeu. Dans les supermarchés, les caissières que nous voyons sont tellement importantes dans la vie de tous les jours et, bien entendu, les aides à domicile, qui jouent un rôle si important pour les personnes isolées, les personnes âgées, les femmes dans les Ehpad, et, bien sûr, l'armée des femmes soignantes et des aides-soignantes qui ont lutté contre la mort avec tellement d'efficacité. Je crois que l'on réalise aujourd'hui que ces femmes sont importantes. On les voit davantage, leur visibilité est beaucoup plus grande, il faut même leur donner la parole, ne pas se contenter de les décrire, mais qu'on les entende véritablement quand la crise va être terminée. Il faut le raconter, leur demander de raconter comment elles ont vécu et, ainsi, nous

l'écrivons et nous écrivons avec elles, espérons-le, une page extrêmement importante de la visibilité des femmes pauvres qui doivent sortir évidemment de ce silence et de cette invisibilité.

Merci pour cette votre écoute!

## Pierre Serna

Je remercie infiniment Michelle Perrot pour cette passionnante intervention, qui est partie de l'imaginaire, de la littérature, figures de la co-construction des savoirs partagés, pour évoquer ce qu'elle connaît à merveille : l'histoire sociale, qui montre souvent combien de millions de vies, si on ajoute l'ensemble des générations d'ouvrières en Angleterre, en France dans toute l'Europe puis dans le nouveau monde qui ont été brisées... pour arriver à la conclusion très belle sur l'invisibilisation des femmes aujourd'hui à l'intérieur de notre crise.

La parole est à Diane Roman pour qu'elle nous donne son point de vue de juriste

**DIANE ROMAN**  
**« CARE IS BURDEN » : LE TRAVAIL DOMESTIQUES  
DES FEMMES, UN ENJEU DES DROITS HUMAINS**

C'est un vrai plaisir de vous retrouver même à distance, et vraiment très réconfortant de savoir qu'il y a un certain nombre de personnes qui nous suivent et qui peuvent échanger avec nous sur ces questions. Je crois que Michelle Perrot a parfaitement mis en valeur le cadre de notre réflexion et l'importance de ce travail fourni souvent par les femmes et de ce travail que la littérature scientifique anglo-américaine appelle le travail de *care*, terme anglais qui n'a jamais trouvé de traduction parfaite et adéquate en français puisque le *care*, c'est à la fois le fait de soigner et le fait de prendre soin, de faire attention à autrui et je crois effectivement que tout le travail fourni par les soignants et plus généralement par toutes celles et tous ceux qui interviennent dans le cadre de cette crise sanitaire que nous traversons met en évidence l'importance du *care* dans cette double dimension à la fois de soins et en même temps d'attention et de sollicitude à autrui.

Je souhaite vous présenter quelques éléments sur l'importance de ce travail de *care* largement invisibilisé, notamment parce qu'il est fourni par les femmes principalement.

Donc c'est sur cette question de l'invisibilisation du travail domestique des femmes que je voulais intervenir aujourd'hui dans le domaine qui est le mien, à savoir le domaine de l'analyse juridique, mais analyse juridique ici entendue de façon relativement large et ouverte à des problématiques à la fois sociologiques et économiques.

Je voulais, pour commencer, m'arrêter sur la photo d'une statue, qui en fait est de l'art vivant, montrée dans les rues d'une commune en Espagne en 2018, et qui s'appelle *A mother's love*. Elle montre une femme courbée qui plie sous un certain nombre d'objets qui représentent les tâches domestiques que les femmes accomplissent tout au long de leur journée. On voit assez nettement une machine à laver, au-dessus des vélos d'enfants, des paniers, des seaux de ménage, etc., et cette femme tient en-dessous un nouveau-né. *A mother's love* est cette idée que l'amour que les femmes ont pour leur famille les conduit à

subir le fardeau d'un certain nombre d'activités qu'on retrouve dans une expression tirée des mouvements féministes des années 1970. Cette deuxième vague du féminisme qui avait ce slogan : « Care is burden ».

Alors il est difficile à nouveau de traduire le *care* : le soin, la sollicitude, un fardeau non également partagé, puisque c'est un fardeau qui pèse principalement sur les femmes.

On estime que le travail domestique en France, évoqué par Michelle Perrot, a une valeur, si on le chiffrait à la hauteur par exemple d'une heure de salaire minimum, de soixante milliards d'euros. Cela correspond à un tiers du produit intérieur brut. Évidemment, le travail domestique, fourni principalement par les femmes, n'est pas chiffré, il n'est pas monétisé et l'explication qui est souvent avancée, consiste à déclarer que, finalement, l'amour ne se quantifie pas. Il ne se chiffre pas, il n'a pas de valeur, parce qu'il est inestimable. Cependant, les économistes sauraient bien calculer cette valeur. Si ce travail n'a pas de valeur marchande, il a en tout cas une valeur économique et, sans lui, la société ne fonctionnerait pas. Par ailleurs, les sociologues savent très bien que l'investissement au sein du travail domestique pèse principalement sur les femmes et que c'est aux femmes qu'incombent non seulement les tâches ménagères, l'entretien du foyer, mais aussi l'éducation et les soins aux enfants, l'éducation et les soins aux personnes âgées. Je voudrais m'arrêter sur un rapport rédigé par la rapporteure spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits des humains, Magdalena Sepúlveda, qui a publié en 2013 son rapport annuel consacré à la question du travail domestique. Elle y étudiait l'enjeu du travail domestique de par le monde sous l'angle des droits fondamentaux. On peut l'analyser également pour voir les liens entre pauvreté et invisibilisation du travail des femmes et notamment du travail domestique des femmes.

Dans ce rapport de 2013, l'autrice souligne que la non-reconnaissance du travail domestique constitue une atteinte universelle aux droits des femmes et, dans l'adjectif

universel, il y a une double dimension. Tout d'abord, c'est une violation universelle des droits fondamentaux des femmes, parce qu'elle se constate partout dans le monde. Le fait que les tâches domestiques pèsent principalement, voire exclusivement sur les femmes, se constate dans tous les types de société, aussi bien les sociétés développées riches, comme les sociétés européennes, que dans les sociétés en développement, les sociétés urbanisées et celles rurales. C'est un constat universel qui explique que la répartition sociologique du travail assigné aux femmes et aux hommes, ce que l'on appelle « les fonctions sociales assignées aux femmes et aux hommes », se retrouvent dans tous les types de sociétés.

Cette atteinte aux droits est aussi universelle parce que le travail domestique, effectué principalement par les femmes, entraîne une violation de nombreux droits fondamentaux. C'est d'abord le droit à une juste rémunération, mais ça peut aussi être le droit à la sécurité sociale, le droit à l'éducation pour les fillettes, qui sont déscolarisées avant les garçons de façon à pouvoir accomplir ces tâches domestiques. C'est également une atteinte au respect de la vie privée, une atteinte également à un certain nombre de droits civils et politiques, comme par exemple le droit de participer aux mandats politiques, aux fonctions politiques et sociales dans une société, droits qui ne sont pas reconnus à égalité, puisque les femmes n'ont matériellement souvent pas le temps d'effectuer ces mandats politiques. Et Magdalena Sepúlveda, dans ce rapport, souligne, je cite : « dans le monde entier les femmes et les filles passent nettement plus de temps que les hommes à s'acquitter des tâches domestiques non rémunérées. Cette lourde responsabilité inégalement répartie de travail domestique non rétribué constitue un obstacle à une participation plus générale des femmes au marché du travail, ce qui a des incidences sur la productivité, la croissance économique et la réduction de la pauvreté ». Elle ajoute : « plus regrettable encore est que l'inégale répartition des tâches, l'intensité du travail domestique non rémunéré et le fait qu'il passe quasiment inaperçu abaissent la dignité des femmes au foyer, les laissent sur le plan de la jouissance de certains de leurs droits fondamentaux en inégalité avec les hommes, entravent leur progression vers l'égalité des

sexes et accentuent leur vulnérabilité sans égale à la pauvreté tout au long de leur vie. »

On est bien en présence ici d'un constat universel d'atteinte aux droits fondamentaux. En réponse, Magdalena Sepúlveda souligne que reconnaître le travail domestique devrait être une obligation étatique pour deux raisons. D'abord parce qu'il s'agit d'une responsabilité sociale : le fait de s'occuper des enfants, le fait de s'occuper des personnes âgées, le fait d'entretenir un foyer n'est pas un simple choix individuel, c'est une responsabilité sociale et une responsabilité sociale qui devrait être partagée entre les femmes et les hommes et ne pas peser exclusivement sur les femmes. Donc le fardeau des tâches domestiques doit être allégé des épaules des femmes et réparti équitablement entre les épaules des hommes et celles des femmes.

Par ailleurs, la deuxième idée mise en avant par Magdalena Sepúlveda est qu'alléger ce fardeau pesant sur les épaules des femmes, suppose une redistribution à la fois au sein du foyer et au sein de la société. Des aménagements sont à mener aussi bien à l'intérieur des familles qu'à l'intérieur des sociétés.

Je voudrais maintenant détailler, à travers des exemples plus tournés vers la France, les formes de cette redistribution, à la fois au sein du foyer et au sein de la société. Au sein du foyer d'abord, je vous le disais, on a des chiffres clairs qui montrent que les responsabilités domestiques et les responsabilités parentales ne pèsent pas de la même manière sur les femmes et les hommes. Ce tableau<sup>6</sup> issu d'enquêtes menées par l'Insee en 2015 montre très clairement l'inégal investissement des femmes et des hommes dans les tâches domestiques et parentales.

Examinons quelques données : ici la colonne de l'activité professionnelle, toutes journées confondues. La colonne est subdivisée entre une colonne qui représente l'activité professionnelle des femmes et celle qui représente l'activité professionnelle des hommes : si vous regardez une situation d'une femme ou d'un homme sans enfant, l'activité professionnelle des femmes est de trois heures cinquante-neuf par jour, celle des hommes de cinq heures vingt-deux. Maintenant, si vous prenez en considération la présence d'enfants

---

<sup>6</sup> Visible à cet instant de la vidéo : <https://youtu.be/ePস্যGwcHWo?t=4320>

et leur nombre au sein du foyer, l'activité professionnelle des femmes décline de façon tout à fait corrélée au nombre d'enfants présents dans le foyer. En d'autres termes, une femme avec un enfant de moins de trois ans n'aura plus qu'une activité professionnelle de trois heures et sept minutes par jour, et, si elle a trois enfants dont un de moins de trois ans, elle n'exercera plus que cinquante-deux minutes par jour d'activité professionnelle.

À l'inverse, si vous regardez la deuxième colonne, celle de l'activité professionnelle toutes journées confondues des hommes, vous voyez qu'un homme travaille en moyenne, s'il n'a pas d'enfant, cinq heures vingt-deux par jour. S'il a trois enfants, assez paradoxalement, il va travailler davantage, puisqu'il va arriver à cinq heures trente-cinq ou cinq heures vingt-quatre d'activité professionnelle par jour en fonction de l'âge des enfants. Cette première colonne montre clairement que l'activité professionnelle d'un homme ou d'une femme est impactée différemment selon la présence et le nombre d'enfants au foyer. Plus une femme a d'enfants, moins elle va travailler à l'extérieur. Plus un homme a d'enfants, plus il va travailler à l'extérieur. Si vous regardez les activités domestiques, on arrive à un schéma inversé : plus une femme a d'enfants, plus elle exercera d'activités domestiques et plus le nombre d'heures passées à exercer ces tâches domestiques va augmenter. Sans enfant, une femme exercera deux heures cinquante-cinq d'activités domestiques par jour. Avec trois enfants dont un de moins de trois ans, on passera à huit heures par jour. À l'inverse, si vous regardez la colonne à côté, le nombre d'heures d'activité domestique exercées par un homme augmente lui aussi, mais dans des proportions bien moindres que celles des femmes, puisqu'un homme sans enfant aura deux heures d'activités domestiques et, avec des enfants, trois heures environ d'activités domestiques par jour, et encore faut-il regarder plus finement quelles sont ses activités domestiques.

En réalité, un homme va certes avoir plus d'activités domestiques, passer plus de temps au foyer. Cependant, vous voyez que ce n'est pas en tâches ménagères qu'il passe l'essentiel de son temps : le nombre d'heures effectuées par des hommes pour des tâches ménagères, c'est à dire l'entretien, le lavage, les courses, etc., reste tout à fait identique et constant malgré l'évolution de la taille de la famille. En

d'autres termes, un homme, qu'il ait ou pas des enfants, n'effectuera qu'une heure par jour de tâches domestiques. En revanche évidemment, le temps qu'il va passer auprès de ses enfants va augmenter, ce qui fait augmenter la participation domestique des hommes avec enfants. Le tableau montre clairement que la redistribution des tâches domestiques au sein d'un foyer est tout à fait inéquitable et que, dans l'ensemble, c'est sur les femmes que pèse l'essentiel des tâches domestiques, notamment des tâches ménagères au sein d'un foyer. Dans ces conditions, un certain nombre de dispositifs de politiques publiques pourrait être aménagé de façon à permettre une meilleure redistribution du temps d'activités domestiques entre femmes et hommes, comme le rapport Sepúlveda y engage les États.

Tout se joue dans les premières années de vie des enfants et c'est autour du congé parental que les réflexions se portent désormais pour améliorer ce partage des tâches domestiques et des tâches parentales entre les pères et les mères des jeunes enfants. Concrètement, il y a en France un dispositif qui a été adopté qui s'appelle la *prépare*, prestation partagée d'éducation de l'enfant, qui est le dispositif qui permet de financer le congé parental pris par un des parents pour s'occuper d'un enfant en âge préscolaire, c'est-à-dire de 0 à 3 ans. Juridiquement, techniquement, ce dispositif de congé parental financé par la *prépare*, peut être pris aussi bien par les femmes que par les hommes. Les hommes ont le droit de bénéficier de ce congé parental. Ce que l'on voit en réalité, c'est que très peu d'hommes le prennent. Vous voyez que 96 % des bénéficiaires de la *prépare* sont des femmes, des mères, car moins de 4 % des hommes prennent ce congé parental. Une des explications à cette faible participation des hommes au dispositif de congé parental vient du fait que l'allocation qui est versée aux parents restant à la maison pour s'occuper de ses enfants, est une allocation d'un montant très faible de moins de 400 euros par mois pour un enfant. Donc le dispositif est très peu incitatif. Concrètement un parent qui s'arrête de travailler pour s'occuper de son enfant en bas âge va perdre de l'argent et le choix fait dans un couple est le plus souvent fondé sur une rationalité économique. Comment faire pour que le foyer perde le moins d'argent possible ? Celui qui gagne le moins va s'arrêter de travailler pour s'occuper des

enfants et des tâches domestiques durant les trois premières années de vie des enfants. Qui gagne le moins dans un foyer ? Ce sont les femmes, dont on sait qu'elles sont beaucoup moins rémunérées que les hommes sur le marché du travail. On dispose donc d'un dispositif formellement égalitaire, mais qui aboutit concrètement à accroître la précarité économique des femmes et, surtout, à les éloigner du marché du travail pendant une durée qui peut être assez longue, ce qui d'ailleurs va constituer, de plus, un facteur puissant d'aggravation des difficultés des femmes à accéder au marché du travail. On sait que, si les femmes jeunes n'arrivent pas à obtenir d'emploi, c'est très souvent parce que les employeurs craignent qu'elles bénéficient à court terme d'un congé maternité et, ensuite, qu'elles prennent un congé parental. Donc, le dispositif du congé parental en France, tel qu'il est établi, demeure très largement insuffisant. Il contribue à accroître la précarité économique des femmes. Il contribue à accroître plus généralement les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes. Et il faudrait très certainement le remettre à l'agenda politique et trouver d'autres formules qui pourraient être, par exemple, une meilleure rémunération du congé parental.

La solution d'un salaire pour les personnes au foyer est à première vue intéressante et on pourrait effectivement considérer qu'une des manières de visibiliser le travail de *care*, de valoriser le travail domestique fourni par les femmes, c'est de le rémunérer comme étant une activité professionnelle à part entière. On voit en même temps, si on réfléchit à plus large échelle, le risque qui est associé à l'idée de créer un salaire parental qui, de facto, serait un salaire maternel. Cela inciterait les femmes à rester au foyer et cela freinerait considérablement la reprise d'activité professionnelle des femmes et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. En d'autres termes, lutter contre la précarité et la précarité des femmes et l'inégale répartition du fardeau domestique, ça ne passe pas par la rémunération en tant que tel de cette activité domestique, mais par l'adoption de dispositifs qui favorisent l'investissement des hommes, des pères au foyer.

Et pour cela il y a certainement d'autres dispositifs à privilégier. Bien évidemment, les services publics, le développement de crèches... Le fait, par exemple, que l'accueil

des enfants en bas âge, de 0 à 3 ans, enfin de 3 mois à 3 ans en France, n'est pas considéré comme une activité de service public, alors que l'école est un service public. Cela pourrait être une des pistes d'évolution.

L'autre piste d'évolution, c'est l'allongement et le caractère obligatoire du congé paternité. Pour le moment, les pères en France ont droit à onze jours rémunérés<sup>7</sup>. Est-ce qu'il ne faudrait pas allonger le congé paternité, le caler sur le congé maternité de façon à ce que les pères soient présents pendant les premiers mois de vie de leur enfant et de façon à ce que le risque maternité, qui pèse à l'heure actuelle exclusivement sur les femmes et qui freine leur carrière professionnelle, soit partagé en un risque parentalité, partagé aussi bien par les mères que par les pères.

Autre exemple, cette fois, celui de la redistribution sociale. C'est un exemple dont on a beaucoup parlé autour des retraites des femmes. On sait que les retraites des femmes sont très largement inférieures à celles des hommes. Si vous calculez uniquement les pensions de droit direct, calculées sur la base des salaires gagnés tout au long des années de cotisations, vous constatez que l'écart de rémunération des femmes à la retraite et des hommes est égal à 40 %.

En d'autres termes, les hommes perçoivent une pension de retraite de 40 % supérieure à celle des femmes et c'est là le reflet des inégalités professionnelles qui jalonnent toute la vie des femmes. Concrètement, les femmes sont moins rémunérées. Elles travaillent plus en temps partiel et, de ce fait, leur pension de retraite répercute mécaniquement ces inégalités professionnelles tout au long de leur vie.

Il existe des dispositifs qui permettent de compenser en partie cet écart des pensions : ce que l'on appelle les droits dérivés, comme les pensions de réversion et le minimum vieillesse. Pourtant, vous savez que, avant que la crise de la Covid-19 ne frappe le monde entier, cet enjeu était au cœur d'un certain nombre de critiques à l'encontre du projet de réforme des pensions de retraites porté par le gouvernement d'Édouard Philippe, ce qui permet de conclure sur ce point : pour assurer

---

<sup>7</sup> Ndlr : Pour rappel, cette intervention a été effectuée le 28 avril 2020. En novembre 2020 a été voté l'allongement du congé paternité à vingt-cinq jours rémunérés, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021.



une meilleure protection contre la pauvreté des femmes retraitées, très certainement, les dispositifs qui sont purement égalitaires pénalisent largement les femmes et peuvent être constitutifs d'une violation de leurs droits humains. On a des décisions de justice très intéressantes, notamment du comité des droits économiques sociaux et culturels sur le sujet.

Je voudrais conclure sur une perspective plus large. J'avais commencé par un slogan des années 70 : « Care is burden », « Le travail domestique est un fardeau ». En guise de pirouette, je voudrais conclure par un autre slogan féministe des années 70 : « Le privé est politique ». En réalité, on remarque que, dans bon nombre des arrangements qui sont faits au sein du couple, madame s'arrête de travailler pendant que monsieur va gagner l'argent du foyer. Ces arrangements au sein du couple sont rarement totalement décidés par les individus, mais ils sont souvent largement influencés par un certain nombre de contraintes économiques, sociales, culturelles, et ces contraintes affectent la liberté des choix. C'est en cela que le rôle du politique et le rôle du droit sont de permettre la mise en place de dispositifs qui visent à assurer pleinement l'égalité, faisant en sorte que les différentes responsabilités, et notamment les responsabilités parentales, soient mieux partagées entre les femmes et les hommes, soit mieux valorisées et reconnues socialement. Voilà les quelques éléments que je voulais partager avec vous.

### Pierre Serna

Merci beaucoup pour cette très belle intervention, très précise, très documentée. Nous sommes cent quinze à participer à cette visio-conférence et à profiter de ce bel exposé.

*À la suite de cette intervention Pierre Serna répond à une question de Brigitte Dionnet :*

Je voudrais plus particulièrement répondre à une question transversale de Brigitte Dionnet

tout à fait intéressante sur la question du passé et du présent, par rapport aux interrogations qui nous ont intéressées sur la pandémie et l'invisibilisation du travail très concret des femmes sur les fronts les plus risqués.

Brigitte Dionnet posait la question de savoir s'il y avait eu d'autres crises, à un moment donné de l'histoire, qui avaient donné ce rôle-là aux femmes. Pour travailler sur la Révolution, il me semble que la période de mai 1789 à 1795 est une période de crise politique et aussi de crise sociale et de crise économique. On constate une sur-présence des femmes dans l'aspect très concret, très réel de l'événementialité révolutionnaire qui rejoint une autre question tout à fait passionnante sur la narrativité de l'histoire des femmes. Les documents attestent leur présence et pourtant nous manquons de témoignages directs de femmes pour en écrire l'histoire précise. Ces femmes sont présentes dans le défilé du 5 octobre 1789, sont également présentes dans les crises d'après 1792, elles fondent un club de républicaines révolutionnaires en 1793, dont le but n'est pas simplement une demande genrée, mais des demandes sociales et politiques très précises. Comme Diane roman l'a expliqué, la question du foyer, du maintien du travail domestique redevenait une question politique tout à fait fondamentale, parce qu'elle était une question d'ordre public et que la police des mœurs commençait à l'intérieur de la famille, et lorsque la politique commence à prendre conscience de cela, et le met en valeur – de nombreux législateurs ont été du côté de ces femmes, même si d'autres ont voulu les faire taire – , les femmes redeviennent présentes. Je renvoie aux grands travaux de Dominique Godineau sur les citoyennes et les tricoteuses, et sur le rôle politique des femmes, qui est une toute autre histoire que l'histoire officielle par les Archives parlementaires, par le Moniteur, , jusqu'à ce que l'on les fasse toutes et tous taire après les émeutes du printemps 1795.

## MORAENE ROBERTS

### LA DIGNITÉ DE DONNER

La vidéo complète d'où provient cet extrait peut être trouvée [sur cette page](#).

« Ce n'est pas d'avoir faim, de ne pas savoir lire, ce n'est même pas d'être sans travail qui est le pire malheur de l'être humain. Le pire des malheurs est de vous savoir compté pour nul, au point où même vos souffrances sont ignorées. »  
Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde

#### **La pauvreté dans le contexte de la Grande-Bretagne.**

Bonjour, je m'appelle Moraene Roberts je suis une militante ATD Quart Monde, je vous remercie de m'avoir invitée à cette conférence.

Il est très important d'affirmer que la pauvreté est un acte de violence contre les pauvres. Beaucoup de personnes ne l'acceptent pas, ne la considèrent pas comme telle.

Pourtant, lorsque le droit d'une personne à mener une vie normale est bafoué, une violation est commise et cela crée un cycle de violence dans lequel vit cette personne.

On ne lui reconnaît aucune valeur et c'est une violation de ses droits fondamentaux.

Cette personne n'a pas l'impression d'être humaine, elle pense qu'elle ne vaut rien et cela crée en elle un sentiment de colère qui peut s'exprimer dans son rapport aux autres ou elle-même, dans son comportement vis-à-vis du système dans lequel elle évolue.

Cela se retourne souvent contre elle et on peut entendre « vous voyez ces gens sont dangereux, ils ne sont pas comme nous » et le cycle de colère, de fureur et de rejet des pauvres recommence.

La plupart des idées reçues qui circulent sur les pauvres sur ce qu'ils font, sur leur manière de vivre résultent de cette réaction de rejet.

La seule façon de découvrir qu'ils sont réellement au-delà de l'image véhiculée dans les journaux et à la télévision est d'aller à leur rencontre et de leur parler.

Il est très important que les personnes qui vivent dans la pauvreté aient la possibilité de montrer le meilleur d'elles-mêmes de montrer ce dont elles sont capables et la contribution qu'elles peuvent apporter, sinon l'image que l'on véhicule d'elles est toujours négative et

les propos tenus à leur sujet entretiennent le mythe qu'elles ne sont pas des êtres humains à part entière.

Quand on donne aux gens la possibilité de montrer le meilleur d'eux-mêmes, ils évoluent, ils progressent et ils révèlent les talents qu'ils recèlent.

Ils saisissent les occasions qui leur sont données d'acquérir de nouvelles compétences et cela leur redonne un sentiment de dignité qu'ils n'auraient pas eu autrement.

Souvent, quand on envisage la façon dont les gens sont traités, on peut entendre dire « nous savons que ces gens vivent dans la pauvreté, nous savons qu'ils sont en proie à des difficultés et qu'il luttent mais nous pouvons y remédier ». Cependant, lorsqu'on conçoit des solutions sans consultation directe des personnes qui souffrent, elles sont en général vouées à l'échec.

Elles engendrent souvent de lourdes dépenses et, bien que l'intention de départ soit d'aider les gens, le résultat final revient souvent à les opprimer, car tous les moyens mis en œuvre pour les aider s'accompagnent de conditions : « Vous devez être à tel endroit, à tel moment, vous comporter de telle manière, vous présenter de telle façon, vous exprimer de telle façon. » Bref, des conditions souvent impossibles à remplir lorsque vous avez toujours connu la pauvreté

Ensuite les gens, les organisations, le gouvernement et autres diront : « Vous voyez bien qu'ils ont refusé tout ce qu'on leur a proposé. Ils sont responsables de la pauvreté dans laquelle qu'il vivent. » Et cela entretient encore le préjugé selon lequel les personnes dans la misère ont des attentes et des intérêts moins élevés que les autres, qu'elles manquent d'ambition, n'aspirent à rien et se contentent de recevoir la charité de l'État.

C'est loin d'être le cas ! Posez leur la question et elles vous répondront : « Nous ne vivons pas, nous existons. Plus qu'une vie pour moi, ce que je souhaite, c'est le meilleur pour mes enfants. » Tous les parents souhaitent que leurs enfants réussissent. Les familles aisées désirent une meilleure qualité, de meilleurs lieux, une meilleure expérience.

La plupart des parents qui vivent dans la pauvreté recherchent pour leurs enfants une meilleure éducation, de meilleures perspectives d'emploi, une meilleure chance de prouver ce dont ils sont capables. Mais on le leur refuse, encore et toujours. Un commentaire cruel formulé à l'égard des personnes qui vivent dans la pauvreté est qu'elles prennent de l'État et des œuvres caritatives sans jamais rien donner en retour.

C'est un mensonge éhonté ! En effet, qui surveille les enfants dans les communautés défavorisées ? Qui nourrit ceux qui ont faim et qui n'ont pas le sou ? Qui prend = soin des malades lorsque l'État ne le fait pas ou ne le peut pas ?

En général ce sont d'autres personnes dans la misère. Cela fait vingt ans que ma fille s'occupe de moi et on lui demande : « Pourquoi tu ne cherches pas un vrai travail, un emploi à plein-temps ? » Ils considèrent que ce qu'elle fait pour moi n'a aucune valeur. Pourtant, sans elle, je ne pourrais pas vivre de façon autonome, je serais incapable de me déplacer, je ne pourrais rien faire. Je serais entièrement dépendante de l'État et on dirait alors : « Voyons, elle devrait s'occuper de sa mère. »

Peu importe ce que vous faites, vous êtes toujours perdant.

Je peux vous donner un autre exemple tout simple. Alors que je recevais une allocation qui n'était pas du tout liée au travail, on m'a annoncé que je devais arrêter de travailler comme bénévole, sinon je recevrais une allocation moins élevée, tandis que, si j'abandonnais le volontariat je recevrais quarante livres sterling supplémentaires par

semaine. C'est une somme importante pour quelqu'un qui a tout juste de quoi vivre.

Mais, en contrepartie je perdais ma liberté, je faisais fi de mon droit à m'engager, j'abandonnais ce qui m'apportait fierté et dignité, je devais rester cloîtrée chez moi. J'aurais plus d'argent, mais ma vie aurait moins de sens. C'est un dilemme auquel de nombreuses personnes qui vivent dans la pauvreté sont confrontées, même quand elles essaient de se rendre utiles.

Si une personne qui reçoit des allocations déclare que son voisin, une personne âgée, a besoin d'aide pour réparer une armoire ou qu'une pauvre mère épuisée a besoin d'une baby-sitter pour pouvoir sortir ou tout simplement pour pouvoir profiter d'un bain dans le calme, si cette personne apporte cette aide et qu'on la dénonce, on va tout de suite présumer qu'elle a été payée pour ce service et qu'elle escroque donc l'État. Cela est immédiatement signalé, ses allocations sont coupées et, tant que l'enquête est en cours, elle ne recevra plus rien.

À l'inverse lorsqu'une grosse entreprise ou une organisation gouvernementale escroque la société, il y a peu de répercussion. Lorsqu'une entreprise britannique décide de délocaliser dans un pays où elle pourra davantage exploiter ses travailleurs, les payer moins et les traiter moins bien, cela n'a pas de retombées. On considère qu'elle répond à la demande du marché. On accepte que, selon les lois du marché, elle ait le droit de maltraiter ses employés, peu importe que cela frôle l'illégalité.

En revanche, lorsque vous touchez des allocations, le moindre petit écart, la moindre tentative d'aider autrui, et vous êtes pénalisé. Vous pouvez finir en prison ou encore être privé de toute aide financière, vous vous retrouvez à la rue et vous devez déménager loin de tous vos amis et connaissances.

*Fin de la partie diffusée lors de la conférence du 28 avril, à 10 mn 42 s de la vidéo originale.*

**NAOMI ANDERSON**  
***THE ROLES WE PLAY : UNE CAMPAGNE***  
***POUR RÉSISTER À L'INVISIBILISATION***

*La version originale, en anglais, est retranscrite  
dans un document distinct disponible depuis la [page dédiée](#).*

Bonjour, je m'appelle Naomi Anderson.

Je suis une volontaire d'ATD Quart Monde depuis 2014 et je vais parler de l'invisibilité des femmes en pauvreté.

Si les femmes et les hommes peuvent avoir des expériences similaires dans la pauvreté, je pense qu'il faut reconnaître qu'il y a des expériences que vont connaître les femmes qui sont complètement différentes.

Et si nous ignorons ces différences, alors, nous faisons réellement du tort à nos efforts pour combattre la pauvreté en courant le risque que ces expériences uniques que les femmes connaissent deviennent encore plus cachées.

Il est vrai que les femmes ont tendance à dépendre plus de la sécurité sociale que les hommes. En moyenne, les femmes vont plutôt recevoir 20 % de leurs revenus grâce à des allocations, tandis que les hommes reçoivent environ 10 %. Les allocations universelles sont vraiment « guidées » par le genre et cette orientation genrée fait que les femmes sont incitées à rester à la maison et les empêche de travailler.

Le gouvernement s'arrange pour que ça se passe ainsi, mais, après, cela rend difficile pour une femme d'être une mère, parce qu'elles n'ont pas assez d'argent pour prendre soin de leurs enfants, et cela amène souvent les services sociaux à intervenir à domicile. Ces agents de l'État interprètent cela comme l'indication que ces mères en difficulté ne peuvent pas prendre soin de leurs enfants, qu'elles ne sont pas à la hauteur du standard genré selon lequel les mères doivent prendre soin de leurs enfants et leur fournir ce dont ils ont besoin.

Donc, d'un côté, le gouvernement les confine, par un biais genré, dans ce rôle, via les allocations insuffisantes, et, de l'autre côté, il les juge négativement pour le rôle qu'elles essaient de jouer.

Maintenant, je vais parler des violences domestiques et comment le système de sécurité

social rend difficile pour les femmes pauvres d'échapper à ces situations, mais aussi comment les femmes sans domicile fixe sont aussi invisibles.

Pour les gens pauvres, selon moi, ce que j'ai appris au cours des années d'observation et de partage, est que l'une des choses les plus difficiles est de ne pas avoir un vrai contrôle sur leur vie. Ainsi, l'État répète en permanence où vous devez être, comment vous devez vivre, et vous dit que faire et comment vous comporter.

Il y a également, ces dernières années, la façon dont les coupes, les changements, apportés au système de sécurité sociale, ont dramatiquement augmenté les risques de pauvreté des enfants, et comment cela a rendu très difficile pour leurs familles de tenir leur budget mensuel.

Un des indicateurs de cette détérioration est l'augmentation générale des banques alimentaires, mais aussi le nombre de personnes qui ont besoin de leur aide.

Une des mères, dans *The roles we play*, qui s'appelle Angela, a parlé de la honte d'avoir à se rendre dans une banque alimentaire, et comment elle a pris l'habitude de se rendre au marché local, où elle est en mesure d'acheter sa nourriture. Mais il a fermé et elle s'est retrouvée à dépendre des banques alimentaires.

Je pense que, pour un grand nombre de personnes, c'est définitivement une source de honte. Les femmes sont plus susceptibles d'assumer des rôles d'aide et de soins, et ces tâches ne sont pas vraiment valorisées, pas toujours reconnues, ou soutenues financièrement par le gouvernement.

Ainsi, par exemple, si vous gagnez plus de 110 £ par semaine, vous n'avez pas le droit à l'allocation de soignant. Du coup, si quelqu'un reçoit une bourse complète d'éducation, cela lui fait perdre le droit à l'allocation de soignant. Cela mène à des cas comme celui de Gwen, dans *The roles we play*.

Elle est soignante pour son père, tout en essayant d'obtenir un diplôme universitaire. L'une des raisons qu'elle donne pour vouloir obtenir ce diplôme, c'est pour que les gens arrêtent de la regarder comme quelqu'un d'inférieur, qui veut juste vivre avec les aides de l'État et qui ne donne rien en retour. C'est aussi un peu la même chose pour Bea, la fille de Moraene, qui était soignante pour sa mère. Elle explique qu'elle aimait beaucoup passer du temps avec sa mère et avoir la possibilité de s'occuper d'elle, mais elle avait souvent l'impression que les gens dédaignaient ce qu'elle faisait, et lui demandaient pourquoi elle ne se trouvait pas un vrai travail, et pourquoi elle perdait son temps avec ça. Cela, c'est la vraie aberration, parce qu'un système de sécurité social est censé exister pour aider les gens, et pas pour les punir pour des situations adverses qu'ils subissent.

L'un des plus gros problèmes est que les gens sont sans cesse condamnés pour leur propre pauvreté, par exemple en demandant « Pourquoi tu ne cherches pas un vrai travail ? »

Pourtant, la difficulté est grande et, même quand les gens essaient vraiment de rechercher un travail, cela ne veut pas dire qu'ils vont automatiquement s'extraire de la misère. Dans la majorité des cas, même, leur situation ne s'améliore pas de façon notable.

C'est encore plus dur dans ces conditions d'être une femme.

Je pense que c'est difficile de parler des problèmes des femmes, parce que l'on sait que les enjeux sont tellement élevés pour tous les gens qui souffrent de la pauvreté. Nous connaissons les effets insidieux de cette situation, et l'idée qu'il existe un fossé, l'idée qu'un genre ait plus de difficultés que l'autre, que nous devrions nous occuper de l'un plus que de l'autre, peut être quelque chose de clivant.

Mais je crois réellement, grâce aux expériences rapportées par ces femmes, qu'il y a des enjeux importants autour d'elles, et que si nous ne tentons pas de résoudre ces problèmes, alors nous leur causerions réellement du tort.

Je pense ainsi à des questions aussi simples que celle de ce que l'on peut appeler la « pauvreté menstruelle », cette situation où des femmes n'ont pas les moyens de se procurer

des serviettes hygiéniques, quelque chose que nous n'imaginons arriver que dans les pays en voie de développement, mais non, cela arrive aussi à de nombreuses femmes, au Royaume-Uni et dans les pays dits développés !

C'est quelque chose dont j'ai pris conscience pour la première fois en 2017, quand j'étais à New York, et qu'une activiste d'ATD Quart-Monde, qui avait été SDF avant, m'a parlé du fait qu'elle n'avait aucun produit d'hygiène féminine et qu'elle devait se confectionner des tampons avec du papier toilette : c'était un problème qui ne me serait jamais venu à l'esprit.

C'est pourquoi je pense qu'il est très important, si nous voulons créer un monde plus équitable, où tout le monde puisse trouver sa place et apporter sa part d'humanité aux autres, il est vraiment très important de collecter les opinions des femmes pauvres. Je pense que c'est quelque chose dont le mouvement féministe n'a pas nécessairement discuté, voire pas du tout. Si nous n'incluons pas ces témoignages, alors nous échouons.

Je souhaite ajouter enfin une dernière chose à propos du mouvement féministe. Bien des femmes parlent beaucoup de valeur personnelle, d'auto-appréciation. En fait, pour moi, après avoir lu les textes des femmes qui ont participé à *The roles we play*, je songe à tout ce qu'elles ont vécu, et les situations déléteres qui, à mon avis, auraient fait craquer la plupart des gens. Être capable de trouver la force de dire simplement « Je suis dans la misère. », alors que l'on peut subir de la discrimination si facilement pour avoir dit cela, ce courage-là, elles l'ont démontré, est incroyable.

Je pense que le mouvement féministe s'affaiblit lorsqu'il dit des choses comme « Dis-toi tous les jours, à quel point tu es quelqu'un de brillant, d'exceptionnel, de magnifique, etc. »

Oui, c'est génial, mais, pour des femmes qui sont réellement inquiètes de savoir si elles ou leurs enfants vont pouvoir manger, ce n'est pas un message réaliste, et c'est quelque chose auquel on doit penser et remédier.

Enfin, les femmes qui se déclarent féministes doivent y penser, et ont également besoin d'intégrer les paroles des femmes pauvres, et de s'occuper des problèmes auxquels elles font face.

Je ne veux pas dire que le mouvement féministe se limite au message de « Aimez-vous vous-même », mais c'est une opinion personnelle que j'ai.

Le courage de ces femmes pauvres, leur façon de s'impliquer et de parler publiquement, est vraiment quelque chose qui m'a aussi donné du courage, d'une certaine manière.

## Pierre Serna

Merci Naomi Anderson pour ce très beau témoignage qui, après l'exposé de Diane Roman, est à mon avis important, car on a là deux aspects, deux discours et points de vue pour la même cause, pour la même réflexion, pour le même sujet qui nous a réunis autour de la façon de rendre visibles des femmes rendues doublement invisibles du fait de leur genre et de leur misère sociale.

Place au débat désormais.

## ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC EN LIGNE

### Marie Lebrun

Je vous remercie tout d'abord toutes et tous d'assister à cette visioconférence et j'espère que toutes ces interventions précieuses et riches vous auront intéressées. Je vais vous transmettre les questions qui ont été posées par nos internautes et par tout le public qui a participé à cette visioconférence.

Je vais d'abord poser une première question qui est pour Michèle Grenot : Vous avez parlé d'assignation de genres à des rôles et nous voudrions que vous reveniez sur ce que vous entendiez par l'assignation genrée des rôles, puisque vous avez utilisé cette expression dans votre intervention.

### Michèle Grenot

Oui, tout à fait : dans les exemples que j'ai pris de l'évolution de la petite fille jusqu'à sa mort, de l'évolution de la femme pauvre, j'ai pris des exemples où la femme était considérée comme responsable de ses enfants et l'homme comme ayant l'autorité pour apporter un salaire, une sécurité. Cette assignation de genre fait qu'on responsabilise beaucoup l'homme, ce qui l'humilie, parce que c'est au-delà de ce qu'il peut dans la réalité. C'est la même chose pour la femme au niveau des enfants. Dans les faits que j'invoquais, elle est incitée à quitter son mari, qu'on considère incapable, et, de fait, elle se retrouve seule à élever des enfants. On demande beaucoup à la femme et à l'homme sans comprendre la réalité de vie qu'ils ont et qui, comme l'expliquait Naomi, est bien au-delà de ce que nous, qui n'avons pas connu la grande pauvreté, pourrions supporter. Au lieu d'aider, on culpabilise en fonction du genre. Ce que disait bien Naomi, c'est que si on ne comprend pas ces questions de genre, on ne peut pas remédier comme il faut à la situation.

### Marie Lebrun

Nous avons ensuite trois questions que nous souhaitons adresser à Michelle Perrot.

La première question que nous avons parmi le public, c'est : quelle est la conséquence du fait que certaines histoires ne soient ni connues ni communiquées, c'est-à-dire quelles sont les conséquences que cela va avoir pour les personnes et pour la société également ?

Une autre question : l'invisibilité des femmes, ainsi que celle des pauvres dans l'histoire ne sont-elles pas liées parce que les femmes pauvres sont justement représentatives du sort réservé au peuple ?

Et la troisième question que nous avons sélectionnée : pourquoi une femme pauvre est-elle plus vulnérable qu'un homme pauvre, et de quelle vulnérabilité parle-t-on ici ?

### Michelle Perrot

Ces femmes sont pauvres, donc elles sont vulnérables, mais le fait qu'elles soient femmes ajoute encore quelque chose à leur vulnérabilité. Autrement dit, il y a un croisement, c'est vraiment une intersection entre le fait d'être femme et le fait d'être pauvre. Elles sont effectivement plus vulnérables quand elles sont pauvres parce que la force physique, par exemple, qui est un problème pour elles, la violence qu'elles rencontrent, le fait que, la plupart du temps, ce sont elles qui assument les enfants dans la pauvreté dans un couple pauvre, dans un village pauvre, les fragilisent davantage. Regardez par exemple, très concrètement, la situation des familles monoparentales aujourd'hui, qui sont à 80 % gérées par des femmes. Elles ne sont évidemment pas toujours dans des milieux pauvres, il y en a partout, des familles monoparentales, mais, dans les milieux pauvres, ces femmes sont souvent séduites et abandonnées, dans tous les milieux, mais le fait d'être femme accentue encore la pauvreté. Elles ont cette charge de la maternité et du foyer. Autrement dit, oui, il y a un effet de genre absolument. Je rejoins Michèle Grenot.

## Marie Lebrun

Michelle Perrot, Merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous répondre.

Nous avons ensuite deux questions adressées à Diane Roman à présent.

Donc la première est : Les travaux scientifiques sur le *care* sont-ils réalisés majoritairement par des femmes ?

La seconde question : on se demande quels sont les moyens concrets pour réduire ces inégalités dans la répartition de la gestion des tâches domestiques dont vous avez parlé tout à l'heure lors de votre intervention ?

## Diane Roman

Merci Marie. Alors les travaux sur le *care* émanent-ils majoritairement d'universitaires femmes ?

En règle, générale les travaux sur l'analyse féministe émanent majoritairement des universitaires femmes et, plus généralement, dans les mouvements féministes, on ne trouve malheureusement la plupart du temps que des femmes. C'est une particularité tout à fait regrettable, parce que l'égalité concerne évidemment toute personne, homme comme femme, et il faudrait que le phénomène soit plus reconnu et plus porté et revendiqué par chacun et chacune.

Maintenant, comment concrètement faire en sorte que l'égalité soit retrouvée, y compris dans le partage des tâches domestiques ? Il est difficile de répondre. Je peux vous répondre en tant que juriste, puisque c'est en cette qualité que j'interviens. Dans ce cas-là, je suis plutôt amenée à m'intéresser à la façon dont les politiques publiques sont conçues et à la façon dont elles sont mises en œuvre. Ce que l'on constate généralement, c'est que, lorsque vous avez un dispositif qui prévoit une égalité formelle, c'est-à-dire qui bénéficie aux femmes comme aux hommes, généralement la façon dont il est appliqué entraîne des impacts différents pour les femmes et les hommes. Je prends juste un exemple tout simple pour illustrer le propos. La loi prévoit que le nom de famille d'un enfant à la naissance peut être le nom des deux parents comme il peut être le nom du père, comme il peut être le nom de la mère. Donc les parents disposent d'une liberté de choix qui les conduit, normalement, à faire un choix qui, dans la pratique, devrait

permettre à ce que le nouveau-né ait le nom, soit du père, soit de la mère, soit des deux. Ce que l'on voit concrètement quand vous avez un dispositif ainsi indifférencié qui prévoit une égalité formelle des deux parents, c'est que plus de 90 % des enfants ont le nom du père. C'est un exemple qui illustre que, lorsque vous avez des dispositifs juridiques qui prévoient une égalité formelle, très souvent, ces dispositifs contribuent à reproduire des inégalités, à reproduire des stéréotypes de genre qui traversent la société. Donc, en d'autres termes : comment faire en sorte qu'il y ait un meilleur partage des tâches domestiques ? Très certainement en sortant de ce dispositif d'égalité formelle qui prévoit que, par exemple, les congés parentaux sont ouverts à égalité aux mères comme aux pères, et en prévoyant des dispositifs incitatifs en faveur des pères. Et vous voyez ici, paradoxalement, que l'égalité entre les femmes et les hommes et une meilleure répartition des responsabilités parentales va passer par des dispositifs qui favorisent cet investissement paternel. Concrètement, une des questions majeures des enjeux saillants désormais, c'est la question de l'allongement du congé paternité : faire en sorte que le congé paternité soit désormais obligatoire pour les pères. Vous voyez, mettre en place un dispositif qui favorise les pères, c'est un dispositif dont on pense qu'à terme, il permettra une meilleure égalité entre les femmes et les hommes.

L'ancien premier ministre de Suède, Olof Palme, qui a été assassiné dans les années 1980 et qui avait été un des pionniers du féminisme d'État en Suède, Olof Palme avait prononcé, en 1972, un discours très célèbre aux États-Unis sur le féminisme suédois. Ce discours s'intitulait, de façon assez paradoxale, *The emancipation of men* (« L'émancipation des hommes »). Il soulignait que le féminisme qui permettait aux femmes d'accéder aux responsabilités professionnelles, d'avoir les mêmes rémunérations que leurs collègues hommes, etc., eh bien, ce féminisme allait permettre une émancipation des hommes, puisqu'il allait permettre justement de contribuer à redistribuer les responsabilités, y compris au sein du foyer, et permettre que les pères puissent s'investir auprès de leurs enfants et participer plus activement au sein de leur foyer à l'éducation ou à l'épanouissement de leurs enfants.



## Marie Lebrun

Maintenant des questions adressées à Naomi Anderson, nous en avons sélectionné deux. Je les ai traduites en anglais si ça peut être plus simple en tout cas pour Naomi au niveau de la compréhension<sup>8</sup>.

Donc la première question : comment les femmes réussissent-elles à résister à tout ce contrôle, toutes ces injonctions de la société ?

Et la question numéro deux : comment refuser collectivement cette tendance à l'invisibilisation des femmes ?

## Naomi Anderson

Okay, so for the first question, how do women in poverty resist to all the controls of society? There are two responses. I think firstly that, when you are born in poverty, you're almost born with resilience to all of the violent things that happen to you. I could think of an example, that of a grandmother in Guatemala who spoke about being sexually assaulted by the husband of her sister and about wanting to keep the secret, but also to continue to live in her sister's house because she had nowhere else to go. And I think that's the kind of resilience that women in poverty are born with. They have to. Otherwise, there is not many more options for them.

But she also speaks about how, after decades of not speaking, talking about her experience, she decided to because she knew that other young women will be going through the same thing she went through many years before. And I think this is a form of resistance when women come together to help other women to overcome the typical situation that they find themselves in.

[Traduction française] Pour la première question, comment les femmes vivant dans la pauvreté résistent-elles à tous les contrôles de la société ? Il y a deux réponses. Premièrement, je pense que, lorsque vous êtes née dans la pauvreté, vous êtes presque née avec la résilience à toutes les situations violentes qui vous arrivent. Je pourrais penser à l'exemple d'une grand-mère au Guatemala qui a témoigné avoir été agressée sexuellement

<sup>8</sup> Ndlr : Pour alléger le texte, nous ne mettrons les traductions que pour les réponses de Naomi Anderson. Les questions seront uniquement en français.

par le mari de sa sœur et avoir voulu garder le secret, mais a aussi continué à vivre dans la maison de sa sœur parce qu'elle n'avait nulle part où aller. Et je pense que c'est le genre de résilience avec lequel les femmes vivant dans la pauvreté naissent. Elles le doivent. Autrement, il n'y a pas beaucoup d'autres options pour elles.

Mais elle a aussi parlé de son expérience, après ne pas en avoir parlé pendant des décennies, elle a décidé de le faire parce qu'elle savait que d'autres jeunes femmes allaient traverser la même chose qu'elle a traversé de nombreuses années auparavant. Je pense que c'est une forme de résistance quand des femmes se réunissent pour aider d'autres femmes à surmonter la situation typique dans laquelle elles se trouvent.]

As for the second question, for me, the most concrete way is to make sure that women in poverty have spaces to speak about their own experiences. You see, over and again, that the feminist movement has worked for women to be able to speak in spaces where men have traditionally spoken in their place and, to the end, that their issues were not approached properly or maybe not even approached at all. This is exactly the same principle for women in poverty. We need to make spaces for them.

[Traduction française] Concernant la deuxième question, pour moi, le moyen le plus concret est de s'assurer que les femmes pauvres aient des espaces pour parler de leurs propres expériences. Vous voyez encore et encore que le mouvement féministe a travaillé pour que les femmes puissent parler dans des espaces où les hommes ont traditionnellement parlé à leur place, et à la fin, leurs problèmes n'étaient pas abordés correctement, ou même pas abordés du tout. C'est exactement le même principe pour les femmes vivant dans la pauvreté. Il faut leur créer des espaces.

## Marie Lebrun

Merci beaucoup pour votre réponse.

Nous avons ensuite une dernière question qui s'adresse à l'ensemble des intervenantes. Que penser de la place des femmes pauvres dans le mouvement féministe actuel en France ? Puisque nous avons parlé notamment d'une seconde vague, il me semble, du féminisme même dans les années soixante-dix en début de conférence. Donc là ce serait dans le

mouvement féministe actuel, que penser de la place des femmes pauvres dans le mouvement féministe actuel, donc de nos jours en France. Et comment faire en sorte que leurs voix, leurs expériences de vie soient prises en compte ?

### Michèle Grenot

Je crois que c'est quand même un combat qui est encore largement devant nous. Et cette conférence justement avait cette ambition-là, de faire entendre, indirectement par Naomi, la voix des plus pauvres, des femmes pauvres. Mais il y aura aussi un autre événement labellisé par l'association ONU Femmes France, sera organisé sous forme d'une université populaire Quart Monde, par téléphone exceptionnellement, vu les circonstances, sur ce thème-là. Donc les personnes du quart monde, les femmes du quart monde vont s'exprimer et seront entendues dans ce même cadre qu'ici, en forum citoyen organisé par ONU Femmes France.

### Pierre Serna

Je voudrais intervenir au moins sur l'aspect de ce que pourrait être la place des femmes pauvres dans le mouvement actuel, non pas parce que j'en suis un expert, mais en fonction de la période que je connais, la période de la Révolution française. Cela permet de complexifier le débat que nous avons ce soir et toute complexification dans un espace intellectuel est toujours bienvenue.

Je crois qu'il y a un rapport dialectique, tel que je l'ai compris en écoutant Michelle Perrot, Diane Roman, Naomi Anderson, qui est celui de rapports complexes mais réels entre invisibilisation et visibilisation.

Si on veut être fidèle à la parole de Michelle Perrot, on ne va pas être simplement dans une victimisation des femmes, l'agentivité et la capacité des femmes à agir, à parler, à penser est réelle. Malgré la violence du système, malgré la domination masculine, les femmes ne se laissent pas faire. Donc, à partir de ce moment-là, je crois que ce qui est intéressant, c'est pour nous, historiens, mais je pense pour les juristes aussi, les économistes ou les philosophes, de penser le contexte.

C'est-à-dire : qu'est ce qui aujourd'hui en 2020 rend des femmes invisibles ? Et qu'est-ce qui rend d'autres femmes visibles ? Et qu'est-

ce qui, pendant la Révolution, a pu rendre des femmes invisibles et des femmes visibles ?

Par exemple depuis deux heures, nous n'avons pas parlé toutes et tous ensemble d'un phénomène qui s'appelle la couleur de la peau. Or, pour moi qui suis un historien de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la Révolution, c'est un stigmate terriblement handicapant et terriblement clivant que celui de la couleur de la peau. De telle sorte que, si on construit les formes de stigmates socio-culturels et civilisationnels qui pèsent sur les femmes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on ne peut exclure qu'un des personnages les plus misérables de la société impériale française, en 1789, c'est la femme noire.

Donc la question est la suivante :

Qu'est-ce que la Révolution va faire pour rendre visible ou bien invisibles ces femmes, et comment va-t-on faire, aujourd'hui par exemple, puisque personne n'en a parlé : quelle est la place par exemple, des femmes de couleur dans le mouvement féministe et des femmes pauvres de couleur dans le mouvement féministe ?

### Diane Roman

Sur la question de la participation des femmes pauvres ou des femmes racisées dans les mouvements féministes, moi, je ne suis pas tout à fait convaincue par le constat dressé par Michelle Perrot avec tout l'immense respect que j'ai pour son œuvre. Je crois que, justement, les mouvements féministes, parce qu'ils sont très nombreux et très diversifiés, ont été les premiers à intégrer la question de l'intersectionnalité dans leur réflexion. Et qu'il y a, à l'heure actuelle, énormément de travaux universitaires scientifiques et de prises de parole militantes – pas forcément par les mêmes personnes – sur, justement, la question des statuts et marginalités spécifiques qui se recoupent selon le genre, la classe et la race.

Donc, en tout cas, pour ce qui est de la question de la discrimination raciale conjuguée à la discrimination de genre, il y a vraiment énormément désormais de réflexion et de mobilisation sur le sujet. Peut-être moins sur la question des femmes pauvres, mais ça ne me semble pas être laissé de côté par beaucoup de mouvements féministes.

## Pierre Serna

Merci Diane. Je partage entièrement ce que tu dis. Ce sur quoi j'ai insisté, c'est l'interaction dialectique qui fonde la complexité du réel, c'est-à-dire : en même temps que l'on rend visible certains problèmes que rencontrent des femmes, fussent-elles pauvres, fussent-elles de couleur, fussent-elles plus mal payées dans la fonction publique, même à ton niveau, c'est plutôt les systèmes, pour rester dans la thématique de la soirée, de visibilité qui sont aussi à interroger.

Je pense qu'il est intéressant de rester sur les processus de visibilité et d'invisibilité. Moi, ce que je peux dire c'est que, au printemps 1795, il y a coup sur coup plusieurs lois pour faire sortir les femmes de l'espace public visible, pour les rendre invisibles. Les thermidoriens tente de les montrer d'autant plus, c'est-à-dire de les stigmatiser en les caricaturant, les faisant passer pour des furies pour les exclure définitivement de la cité. Il faut donc aussi être vigilants sur les processus de visibilité et leur objectifs réels

En 1795, donc :

1. Les femmes ne peuvent plus assister aux débats parlementaires. Elles ne peuvent plus être dans les tribunes de l'Assemblée nationale, c'est interdit par la loi.
2. Les femmes ne peuvent plus se réunir à plus de quatre dans la rue. Après les travaux d'Arlette Farge, je voudrais qu'on m'explique comment c'est possible.
3. Les femmes qui ne sont pas parisiennes et qui sont des militantes doivent quitter la capitale.
4. Les parisiennes dont le mari est militant et a été prisonnier après les émeutes de prairial doivent quitter la capitale.

La classe politique au pouvoir organise un processus d'invisibilisation des femmes dans l'espace public. De 1789 à 1795, les femmes ont été visibles, souvent par leur volontarisme plus que par souci masculin de partager la vie politique. Mais elles étaient bien présentes dans les assemblées, dans les journées de manifestation. C'est parce qu'elles ont été constamment visibles que le législateur thermidorien et réactionnaire, on peut le dire, décide de faire sortir les femmes du peuple, voire pauvres, de l'espace public. Il y a là un laboratoire d'observation précise pour l'historien·ne.

## Michèle Grenot

Suite à ce que vous disiez Pierre, effectivement, on s'est tellement éloigné des plus pauvres au niveau de l'accès à leurs droits fondamentaux, que cela a été le fondement même du mouvement ATD Quart Monde : ce qu'a fait le fondateur en créant le volontariat permanent ATD Quart Monde, est justement d'aller rejoindre ceux qui étaient tellement éloignés qu'on ne les entendait pas. On ne voulait pas les entendre.

Et comme l'ont montré Naomi et Moraene, on projette ce qu'elles doivent faire, on guide leur vie et cela n'est pas tolérable. En créant ce volontariat permanent, l'objectif était de créer des ponts, de leur permettre de prendre la parole et de leur donner les moyens de s'exprimer dans ces universités populaire. Certes, il faut du temps pour que ces femmes, devenues ce qu'on appelle militantes dans le mouvement, comme Moraene, puissent quitter la honte qui les avaient envahies, afin de pouvoir s'exprimer. Il a fallu créer des lieux d'expression comme les universités populaires pour permettre leur prise de parole. C'est un combat permanent.

## Diane Roman

Un mot d'au revoir. Je voudrais revenir sur cette remarque de Michelle Perrot sur l'effet paradoxal de l'épidémie de coronavirus qui permet de rendre visible le travail fourni par toutes celles qui, jusqu'ici, restent dans l'ombre, des caissières aux aides-soignantes. Je crois qu'il y a là peut-être quelque chose qu'il faudra que nous gardions à l'esprit et sur lequel nous réfléchissions dans les semaines et les mois qui viennent : comment faire en sorte que cette reconnaissance morale qui a été ainsi affichée ne disparaisse pas ? Et comment faire en sorte qu'il y ait également une reconnaissance politique, économique pour toutes celles et ceux qui ont prouvé le caractère absolument indispensable de leur activité de soin et de présence ?

C'est un mot pour l'avenir, en vous remerciant à nouveau de cette très belle organisation.

## Pierre Serna

Merci Diane, c'est une très belle conclusion. Naomi, est-ce que vous voulez dire un mot, s'il vous plaît ?

## Naomi Anderson

Yes, just on the point of the invisibilization of women of color in society. I think, and especially in the context of poverty, that's something that concerns me as a black woman. And I specifically decided not to speak about that, because I think, especially in the context of poverty, because we can think of women of color as always being poor, whereas, in fact, I think there is a black feminist movement right now that actually doesn't speak in the name or take all the concerns of women in poverty within black community at times.

So, I think it can be difficult to approach this question of: do I agree that there is a double punishment to be black and a woman, and a triple punishment to be black, woman and poor. And you could almost make an entirely new conference about this question, about the participation of women of color in general. And this also takes on a global dimension. And yes, that is a very vast and complex subject.

But just in general, I'm really privileged to have been part of this panel, and I really enjoyed listening to all the contributions. And thank you very much for this opportunity. I hope that this is inspiring, and I hope this has allowed a real debate for the people who are listening and has provoked questions.

[Traduction française] Oui, juste sur le point de l'invisibilisation des femmes de couleur dans la société. Je pense, et surtout dans le contexte de la pauvreté, que c'est quelque chose qui me préoccupe en tant que femme noire. J'ai spécifiquement décidé de ne pas en parler, parce que je pense, surtout dans le contexte de la pauvreté, que l'on pourrait penser que les femmes de couleur sont

toujours pauvres, alors qu'en fait je pense qu'il y a un mouvement black féministe en ce moment qui ne parle pas toujours concrètement au nom des femmes noires ou ne prend pas en compte toutes les préoccupations des femmes dans la pauvreté au sein de la communauté noire.

Donc, je pense qu'il peut être difficile d'aborder cette question ainsi : est-ce que je suis d'accord sur le fait qu'il y a une double punition d'être noire et femme, voire une triple punition d'être noire, femme et pauvre. Vous pourriez presque faire une conférence entièrement nouvelle sur cette question de la participation des femmes de couleur en général. C'est un sujet très vaste et complexe.

Mais plus globalement, ça a été un privilège pour moi de prendre part à cette conférence, j'ai particulièrement apprécié écouter toutes les contributions. Merci beaucoup pour cette opportunité. C'est une source d'inspiration et j'espère qu'il y aura d'autres débats pour les personnes qui nous écoutent et que cela suscitera des questions.

## Pierre Serna

Merci, oui le débat continue. Ce groupe de travail va continuer. Notre but est de construire une anthologie des textes autour de l'histoire, la philosophie, le droit, l'économie de la pauvreté à trois voix, avec des documents historiques, un expert qui peut être de différentes spécialités de l'université Paris 1 et un militant ou une personne en situation de difficulté aidée par des gens d'ATD Quart Monde, pour avoir trois voix possibles sur des thématiques différentes, qui ont évoqué la pauvreté de l'Antiquité à nos jours.

Regardez bien les suites de nos travaux sur les sites de l'IHRF et de l'IHMC.

Je vous salue, bon travail, bonne continuation et belle santé.

## PIERRE SERNA

### BILAN DE L'ATELIER

La visio-conférence organisée à l'initiative de quelques étudiantes de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, relayée par le groupe de travail ATD Quart Monde – Sorbonne le 28 avril 2020, en plein confinement, a réuni par moment plus de cent personnes.

Le thème en était *l'invisibilité des femmes pauvres*. Elle a répondu à l'objectif, fixé avec les étudiantes impliquées dans la lutte contre la pauvreté et celles engagées pour la reconnaissance des droits des femmes, de penser ensemble la particularité au sein de la pauvreté de la précarité extrême de ces personnes souvent invisibles, voire disparues de l'espace social que sont les femmes indigentes.

La rencontre, longtemps préparée en amont, reflétait la pluridisciplinarité du groupe de travail, tout en laissant une large place au débat, par des interventions théoriques, mais aussi des témoignages précieux d'actrices de la reconquête de leur dignité tout en laissant un débat se construire sur ce chantier, loin d'être refermé.

La parole a été donnée à des femmes elle-mêmes pour décrire le phénomène d'invisibilité, construction sociale complexe, avec des formes et des raisons multiples, doublement difficile à aborder puisque le sujet est caché, non montré.

Ainsi Michèle Perrot, historienne du fait social, de la pauvreté, de la marginalité a posé les fondements de la réflexion.

Diane Roman, spécialiste du droit des pauvres et des pauvres de droit, experte sur les problèmes liant le droit et la question des femmes, a poursuivi la réflexion en l'ancrant dans le présent des inégalités de genre.

Le témoignage de Moreane Roberts, ayant vécu la pauvreté, a éclairé de façon concrète une expérience réelle en lui conférant toute sa densité d'expérience vécue.

Enfin Naomi Anderson a terminé cette première présentation par le récit de son travail auprès des plus défavorisées, présentant son action concrète et sa détermination à lutter contre ce fléau.

C'est donc un triple parcours qui a été proposé à notre réflexion par les intervenantes. Il en est résulté le fil directeur de cette réunion :

- Penser les conditions de l'invisibilisation de toute une partie de la population en fonction de sa précarité sociale et de son genre.
- Aborder les formes de sortie de ce point aveugle social pour se donner les moyens intellectuels, voire scientifiques, de lutter pour redonner vie à ces personnes dans le champ social, tout en produisant les éléments du savoir permettant l'étude des processus de cette double exclusion.
- Comprendre comment, loin d'être seulement des victimes, ces femmes en grande difficulté étaient et sont actrices de leur vie, et ont toujours posé un regard objectif sur leur condition et les façons de sortir de leur situation, en affirmant leur rôle social et leur utilité dans la perspective de la construction d'un bien commun.

Pour ce faire, il fallait pour commencer par un éclairage historique. Michèle Perrot, engagée doublement et de longue date contre la pauvreté et pour la reconnaissance des femmes dans l'histoire, a offert une magistrale leçon de méthode incluant de façon rigoureuse aussi bien l'imaginaire des contes de fée que les études statistiques sur les enquêtes concernant les femmes au travail dans ses formes les plus pénibles C'était rendre une profondeur historique importante et poser le socle de la réflexion

Ensuite il est revenu à Diane Roman de livrer une intervention sur la question des répartitions des tâches ménagères et des formes invisibles du travail non rémunéré des femmes au sein des cercles familiaux, avec des conséquences évidentes sur leur carrière. Prémonitoire, la conclusion de la professeure juriste insistait sur la reconquête... par les hommes de leur place, expliquant que l'émancipation des femmes ne passerait aussi que par celle des hommes. Quelques mois plus tard, les législateurs viennent d'accorder des

congés paternels plus conséquents à la naissance de chaque enfant comme illustration du propos tenu.

Vinrent ensuite les témoignages de Moraene Roberts, hélas décédée en janvier 2020, mais dont la parole éclairait bien des points enfouis et non vus de notre réel. Comment l'aide et la solidarité peuvent-ils créer de la richesse invisible et productrice d'économie pour la société ? Comment faire pour reconnaître ce travail non perçu et pourtant bien réel ?

Enfin, depuis Marseille, Naomi Anderson nous a partagé son travail auprès des femmes en grande difficulté, expliquant leur détresse à se faire reconnaître, à se faire entendre, à se faire tout simplement voir, demeurant dans le

thème de la journée. Ce témoignage nourri de tant d'expériences traversées a illustré de la façon la plus simple mais aussi la plus pertinente qui soit les difficultés du quotidien et la difficile matérialité de vies précaires, n'aspirant qu'à la simple reconnaissance de leur dignité existentielle.

Le débat s'est ouvert sur les processus progressifs d'invisibilisation des femmes dans une société pourtant saturée d'images. La dialectique « rendre visible, devenir invisible » a occupé la réflexion situant la complexité du débat et la nécessité non seulement de le poser mais de le poursuivre, en approfondissant notre travail interdisciplinaire et nos rencontres au sein du groupe ATD Quart Monde Sorbonne.

## REGARDS CROISÉS D'ÉTUDIANTES SUR L'ATELIER

Lorsque nous sommes entrées en contact avec l'ensemble des partenaires de cet événement, nous avons été emportées par le formidable entrain qui semblait gagner chacune de nous quant à l'organisation de ce projet. Réfléchir au phénomène endémique que représentent les inégalités de genre à travers le spectre de l'invisibilisation des femmes pauvres a été fondamentalement enrichissant sur plusieurs points.

S'interroger sur ces problématiques a tout d'abord été l'occasion d'échanger sur le plan intellectuel, quant aux enjeux cruciaux qu'il fallait être en mesure d'identifier et de nommer, en particulier le caractère historique de l'invisibilisation des femmes pauvres. Sur le plan humain, il nous a paru essentiel de nous assurer que les intervenantes aient des connaissances qui soient complémentaires ; certaines bénéficiant d'un savoir universitaire de par leur formation, d'autres d'une expérience de terrain en tant que volontaires permanentes au sein du mouvement international ATD Quart Monde. Ayant parfois elles-mêmes vécu des situations de grande pauvreté, leurs témoignages ont une valeur toute aussi importante que des propos scientifiques. Nous voulions ainsi que leurs discours jouissent *de facto* de la même légitimité en leur donnant la parole, celle-ci étant parfois trop évincée de la sphère publique. Nous avons donc été honorées de pouvoir d'une part, assister à leurs interventions, aussi riches que pertinentes ; et, d'autre part, de leur transmettre les interrogations de la part du public présent. Nous avons également été particulièrement enthousiastes face à la multitude d'interrogations et d'interactions qu'ont suscité les interventions de nos invitées chez leur public. Cette conférence a donc été un grand moment de réflexions et d'échanges.

Au-delà d'en apprendre davantage sur ce sujet tant alarmant que passionnant, nous avons été fières de nous impliquer personnellement dans ce projet périlleux, de sa conception à sa mise en œuvre, en passant par son élaboration, qui s'est faite non sans difficulté. Comme beaucoup d'autres, nous avons en effet dû faire face aux aléas entraînés par la crise sanitaire. Il a donc fallu modifier le format de la conférence pour qu'elle puisse se tenir en ligne et ainsi s'adapter à la (première) période de confinement particulièrement délicate que nous avons traversée. Malgré les complexités techniques et logistiques, la magie du numérique a opéré et a rendu ce webinaire possible, grâce à une préparation minutieuse et à l'investissement de toutes et tous.

Nous avons par la suite été très touchées par les retours bienveillants et positifs que cette visioconférence a suscités et tenons enfin à remercier chaleureusement toutes les personnes avec qui nous avons eu l'opportunité de travailler et sans qui la réalisation de ce projet n'aurait été possible.

En tant que jeunes, traiter de l'invisibilisation dont pâtissent encore de trop nombreuses femmes en situation de pauvreté nous a semblé plus que nécessaire pour être en mesure de répondre aux défis contemporains, d'aujourd'hui mais aussi de demain. Il était donc naturel pour nous de prendre part à cette belle aventure que nous avons eu la chance de vivre, laquelle étant aussi bien ambitieuse à réaliser qu'encourageante pour les temps à venir.

*Eugénie Ducroc (antenne ATD Quart Monde des étudiants de Paris 1 Panthéon-Sorbonne),  
Marie Lebrun et Maïa Saussier (antenne UN Women Sorbonne ONU – Paris 1, Paris 3, Paris 4)*